



Duncan Cameron
La gauche au Canada

ReLations

société politique religion

NUMÉRO 704
NOVEMBRE 2005

Les dérapages pharmaceutiques



À qui profitent les médicaments?
Contre l'apartheid sanitaire
Inéluctable finitude

L'Église
comme épouvantail

4,95 \$



ARTISTE INVITÉE :
JOANNE BOUCHARD

Relations

NUMÉRO 704, OCTOBRE-NOVEMBRE 2005

ACTUALITÉS	4
HORIZONS	
La justice vue d'Amérique latine João Batista Libânio	9
EN BREF	23
AILLEURS	
Taïlande : histoire d'une oligarchie Dominique Caouette	24
CONTROVERSE	
Entre science et théologie : une alliance possible? Jean-François Filion Gregory Baum	26 27
REGARD	
L'Église comme épouvantail Jean-Philippe Warren	28
La gauche au Canada Duncan Cameron	31
PASSAGERS	
Voyage d'essoufflé Pascale Quiviger	36
MULTIMÉDIAS	38
LIVRES	40

Couverture : Joanne Bouchard, *Tracé de mémoire*, détail

dossier

LES DÉRAPAGES PHARMACEUTIQUES

10

Il est indéniable que, durant les dernières années, les entreprises pharmaceutiques ont fabriqué et commercialisé un grand nombre de médicaments très précieux qui ont soulagé d'immenses souffrances et sauvé un nombre incalculable de vies. En dénonçant les dérapages de l'industrie pharmaceutique, *Relations* ne veut pas jeter le discrédit sur les avancées médicales. À travers ce dossier, la revue se propose plutôt d'analyser les rouages d'un mécanisme qui s'est grippé en tournant le dos à sa mission première : être au service de la santé des populations du Nord aussi bien que du Sud.

À qui profitent les médicaments?

12

Entrevue avec Jean-Claude St-Onge

Pour une véritable politique du médicament

14

Gabrielle Pelletier

Contrer l'apartheid sanitaire

17

Françoise Nduwimana

Inéluctable finitude

20

Raymond Lemieux

ARTISTE INVITÉ

Après des études en arts visuels à l'Université du Québec à Montréal, **Joanne Bouchard** a entamé sa recherche ayant pour questionnement central la mémoire. Plusieurs expositions individuelles ont émergé de ce questionnement, entre autres, *Fragments de mémoire* et *Mémoire transgénérationnelle* en 2003 et 2004, ainsi que *Tracé de mémoire*, réalisée au Gesù en 2005. L'artiste a également pris part à divers événements, performances ou expositions collectives, notamment lors des Femmeuses, en 2001, ou dans le cadre de Porta, Mémorium, Persona à Saint-Hubert, en 2004.

Revue fondée en 1941

Relations est publiée par le Centre justice et foi, sous la responsabilité de membres de la Compagnie de Jésus et d'une équipe de personnes engagées dans la promotion de la justice.

BUREAUX
25, rue Jarry Ouest
Montréal (Québec) H2P 1S6
tél. : (514) 387-2541
télééc. : (514) 387-0206

relations@cjf.qc.ca
www.revuerelations.qc.ca

DIRECTEUR
Jean-Marc Biron
RÉDACTRICE EN CHEF
Anne-Marie Aitken
RÉDACTEUR EN CHEF ADJOINT
Jean-Claude Ravet
SECRÉTAIRE DE RÉDACTION
Marco Veilleux
DIRECTION ARTISTIQUE
Mathilde Hébert

ILLUSTRATIONS
Jacques Goldstyn
Lino
Pascale Quiviger
RÉVISION/CORRECTION
Éric Massé

IMPRESSION
HLN, Sherbrooke
COMITÉ DE RÉDACTION
Gregory Baum, Céline Dubé,
Guy Dufresne, Fernand Jutras,
Nicole Laurin, Guy Paiement,
Rolande Pinard

COLLABORATEURS
André Beauchamp, Dominique Boisvert, René Boudreau, Marc Chabot, Pascal Durand, Jean-Marc Éla, Jean-François Filion, Vivian Labrie, Jean-Paul Rouleau, Pascale Quiviger

Les articles de *Relations* sont répertoriés dans *Repère* et dans *l'Index de périodiques canadiens*, publication de Info Globe.
Dépôt légal, Bibliothèque nationale du Québec.

ABONNEMENTS
Ginette Thibault
8 numéros (un an) : 35 \$
(taxes incluses)
Deux ans : 65 \$ (taxes incluses)
À l'étranger : 45 \$ Étudiant : 25 \$
Abonnement de soutien : 100 \$
TPS : R119003952 TVQ : 1006003784
Nous reconnaissons l'aide financière du gouvernement du Canada, par l'entremise du Programme d'aide aux publications (PAP), pour nos dépenses d'envoi postal.
ISSN 0034-3781
Envoi de Poste-publication
Enregistrement n° 09261

L'œil de l'ouragan

Il y a quelques mois, en même temps qu'on annonçait une croissance continue de l'économie américaine, le bureau des statistiques des États-Unis notait que, pour la quatrième année consécutive, 1,1 million d'Américains de plus avaient rejoint la cohorte des plus pauvres, faisant monter leur nombre à plus de 37 millions. Parmi les États américains les plus lourdement affectés par la pauvreté, figuraient le Mississippi avec 17,7% de sa population et la Louisiane avec 17%.

C'est cette population pauvre qui a le plus souffert de l'ouragan Katrina. En les touchant, il a mis en évidence la fragilité interne du système économique américain qui, s'il fonctionne bien, en apparence, dans une perspective macro-économique, creuse toujours davantage l'écart entre riches et pauvres. Comment les plus pauvres parmi la population pouvaient-ils fuir

le cataclysme quand on recommandait aux habitants de la Nouvelle-Orléans d'évacuer la ville au plus vite? Ils n'avaient ni moyens de transport, ni lieu où aller se réfugier. Après l'ouragan, livrés à eux-mêmes, sans toit, sans nourriture et sans eau, comment pouvaient-ils s'en sortir autrement qu'en prenant les victuailles là où elles se trouvaient, dans les magasins cadencés, au risque d'être taxés de voleurs et de pillards?

C'est de cette même population dont parlait Barbara Bush, ancienne *First Lady* et mère du président actuel, lors de l'émission *Marketplace*, après sa visite à l'Astrodome de Houston: «De nombreuses personnes qui sont dans ce stade étaient de toute façon très défavorisées, aussi, tout cela n'est pas si mal pour eux.»

Ces paroles méprisantes n'en restent pas moins le miroir grossissant de l'idéologie dominante américaine qui voit dans l'esprit d'entreprise la clé de la richesse. Dans cette logique, les pauvres sont pauvres parce qu'ils manquent d'initiatives. Acculés à des situations limites, ils apprendraient à s'en sortir par eux-mêmes. L'infortune des pauvres n'est donc pas un mal dont il faudrait combattre les causes, elle est l'occasion pour eux de se prendre en main. Leur existence misérable comme telle est insignifiante et voisine l'inexistence. Quand le malheur atteint les riches, c'est une autre affaire. Il s'agit là, selon l'esprit du capitalisme américain, d'une véritable injustice qu'il faut, au plus vite et à tout prix, réparer.

Katrina, par son souffle meurtrier, aura déchiré le voile qui sépare les autorités – et le monde des riches – du pays réel de la pauvreté et de ses causes. Elle aura rappelé que la solidarité est le fondement de la richesse, si on veut que celle-ci ne se bâtisse pas sur la misère des autres.

Comme nous le rappelle le Collectif pour un Québec sans pauvreté,

«vivre la pauvreté c'est faire l'expérience des inégalités, de la discrimination et des préjugés». Même si la fracture sociale est moins visible chez nous que chez nos voisins, elle existe. Elle se creuse. Des pays de l'OCDE, le Canada est, après les États-Unis, celui qui a le plus haut taux d'emplois mal rémunérés. Plus de la moitié des enfants de familles monoparentales vivent sous le seuil de pauvreté. On pourrait allonger la liste... Céderons-nous à la logique qui place les pauvres devant le défi de s'en sortir seuls ou accepterons-nous de nous engager dans la recherche commune d'une vraie solidarité sociale où aucun pan de la société n'est laissé pour compte?

* * *

Dans le dernier numéro de *Relations*, Anne-Marie Aitken, rédactrice en chef, nous annonçait son départ après sept ans à la revue. Elle nous manquera. Nous garderons d'elle le souvenir d'une personne généreuse, constante dans le travail, une personne à la pensée claire, précise et soucieuse de vérité et de justice. Nul autre que Jean-Claude Ravet n'était mieux placé pour la remplacer. Entré à *Relations* comme secrétaire de rédaction en août 2000, il est devenu rédacteur en chef adjoint en septembre 2002. Il sera assisté de Marco Veilleux, qui devient rédacteur en chef adjoint et de notre nouvelle secrétaire de rédaction, Louise Dionne, qui nous apportera sa riche expérience de travail au sein d'organisations sociales. Ils continueront, avec la passion qui les habite, l'œuvre de la revue: se mettre au service de la construction d'un monde commun basé sur la justice.

JEAN-MARC BIRON



Joanne Bouchard, *Tracé de mémoire*, technique mixte, 18 x 13 cm, 2005



La conférence de Montréal sur le climat

Il s'agira d'une rencontre d'une grande importance et fortement médiatisée.

ANDRÉ BEAUCHAMP

L'auteur est théologien et consultant en environnement

Du 28 novembre au 9 décembre 2005, Montréal sera à l'heure des changements climatiques, puisqu'elle accueillera la onzième Rencontre des parties à la Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CdP 11) et la première Rencontre des parties au Protocole de Kyoto (MdP 1). Ce devrait être pour le public québécois une occasion de sensibilisation majeure sur les défis qui se posent aux citoyens que nous sommes.

La question des changements climatiques est une question complexe et âprement débattue. L'évidence scientifique, cependant, devient de plus en plus claire: la planète se réchauffe. Le climat est changeant d'un jour à l'autre, d'une année à l'autre. Cela, nous le savons fort bien. Il est aussi changeant sur de longues périodes, selon des alternances de réchauffement et de refroidissement (glaciations) qui ont marqué l'histoire de notre planète. Le réchauffement en cours correspond possiblement à un cycle normal de l'équilibre planétaire. Mais il est aussi amplifié par les activités humaines qui produisent des gaz à effet de serre. Le processus est en cours et risque d'entraîner des bouleversements très considérables des climats dominants et une plus grande variabilité des températures et des incidents climatiques (verglas, inondations, canicules, ouragans, etc.).

En 1992, lors de la rencontre de Rio, les Nations unies ont créé un groupe de travail et une convention-cadre qui définissait des objectifs généraux. La

première conférence des parties (CdP 1) a eu lieu à Berlin en 1995 et a permis de fixer des objectifs plus précis dans le cadre d'un Protocole adopté à Kyoto en 1997. Une fois le Protocole signé par les parties, il devait ensuite être ratifié par les gouvernements concernés. Il fallait la signature de 55 pays représentant au moins 55 % des émissions de gaz à effet de serre. La tractation fut longue. Les États-Unis (5 % de

la population mondiale, 25 % des émissions) n'ont pas ratifié le Protocole. C'est finalement la ratification de la Russie, en 2004, qui lui a permis d'entrer en action.

À Montréal, il y aura 189 parties à la convention dans le cadre du CdP 11 (incluant les États-Unis) et 140 parties à la rencontre des partenaires du Protocole (MdP 1), les États-Unis n'étant pas membres. La Conférence de Montréal devrait regrouper environ 7000 participants: 3000 délégués, 1000 journalistes, 3000 observateurs d'organismes gouvernementaux internationaux et d'ONG et un nombre indéter-



Lino, *Les derniers humains*, acrylique et collage sur papier, 2005



miné de politiciens. En plus de la conférence elle-même, il y aura un grand nombre d'événements parallèles à Montréal et d'activités satellites un peu partout au Québec. La délégation canadienne devrait être dirigée par le ministre fédéral de l'Environnement qui présidera la réunion.

Pour le Canada, l'enjeu du Protocole de Kyoto est extrêmement important car il s'est engagé, d'ici 2012, à diminuer de 6% les niveaux d'émissions de 1990. Les émissions étaient alors de 596 mégatonnes de gaz à effet de serre, si bien que la cible est de 560 mégatonnes. Mais depuis 1990, les niveaux d'émission ont considérablement augmenté (830 mégatonnes).

L'objectif réel à atteindre par rapport à la situation actuelle se situe autour de 270 mégatonnes, ce qui veut dire une diminution de 30%. L'enjeu de la Conférence portera aussi sur l'après 2012, car c'est à moyen terme qu'on pourra juger du sérieux des engagements et de l'adéquation des moyens mis en œuvre pour atteindre les objectifs.

La mise en œuvre du Protocole de Kyoto soulève des questions éthiques considérables, celle de la légitimité de notre course folle à la consommation et à l'émission de polluants; celle de l'équité entre les pays riches et les pays dits en voie de développement, plus fragiles aux changements climatiques; celle de la mise en œuvre du principe de précaution car les efforts auxquels nous ne consentirons pas auront des effets délétères sur les générations

suivantes. Ces questions seront certainement évoquées lors de la conférence mais aussi lors des événements parallèles et des activités satellites. On s'attend d'ailleurs à de fortes délégations de militants venus des États-Unis et les comités d'accueil sont déjà à l'œuvre.

C'est dans ce contexte d'auto-responsabilisation et de solidarité avec les victimes que se tiendra une rencontre interreligieuse de prière, le dimanche 4 décembre, à l'Oratoire Saint-Joseph. Ce sera festif et haut en couleurs. Quelle belle occasion pour la communauté chrétienne d'ici, encore si frileuse à l'égard de l'environnement, de s'éveiller à cette question et d'assumer sa part de responsabilité. À n'en pas douter, c'est un rendez-vous. ●

En course vers un pays?

La course à la chefferie du Parti québécois n'aura pas donné lieu aux débats de fond, espérés par beaucoup, sur les visions divergentes du mouvement souverainiste.

CAROLINE SAURIOL

Cette course, qui aurait pu mettre en valeur le leadership des aspirants-chefs et leur vision particulière du pays, a jusqu'à maintenant occulté ces dissensions pour focaliser sur l'intensité des convictions souverainistes des candidats en présence et sur leur capacité à faire des alliances. Elle aura donc ressemblé

d'avantage à une course aux pétitions, chacun affichant ses appuis de membres, d'exécutifs de comités, de députés et éventuellement d'autres candidats disposés à se rallier.

Ce sont certes là des habiletés requises du prochain chef à qui ce parti tiraillé demandera principalement de faire du Québec un pays dans les plus brefs délais. Cependant, lors du déclenchement de la course, plusieurs

espéraient qu'elle mettrait au grand jour le contenu, les motivations et les modalités du projet souverainiste – et de faire ainsi des choix qui serviraient ensuite à orienter les actions et à convaincre la population. L'élection du chef aurait pu mettre en lumière certains débats latents, renouveler la cohésion et lancer la quête de nouveaux appuis, externes au parti. Toutefois, d'autres jugeaient plutôt que l'exposition des tensions internes, propre aux débats de fond, risquait d'insécuriser ceux et celles dont la faveur souverainiste fluctue selon les enjeux et le contexte. La divergence sur l'opportunité d'une course s'ancre d'ailleurs dans ces dissensions idéologiques plus profondes qui rendent de plus en plus dif-

L'auteure est étudiante
au doctorat en sociologie
à l'UQAM



ficile la cohésion de ce mouvement politique.

En effet, si la souveraineté rassemble les militants péquistes au sein d'une même formation politique, les raisons et les moyens d'y accéder n'y font pas l'unanimité. Tout autant le rêve d'une génération qui se retire, qu'une aspiration « affirmatrice » d'une génération mondialisée, les motivations à la souveraineté oscillent entre les pôles du passé et de l'avenir, entre la protection d'une identité et la prise en charge des moyens de l'actualiser. Au Parti québécois, il y a des raisons « nobles » de vouloir l'indépendance, informées par l'histoire, dynamisées par la culture et nourries par le rejet de l'oppression. Et il y a aussi des raisons « utilitaires », que l'on peut mesurer en déséquilibre fiscal, en échanges commerciaux, en politiques sociales. Les tenants des premiers arguments valorisent la pureté et l'intensité indéfectible au projet de pays – et jugent souvent les arguments utilitaires comme l'apanage des peu convaincus, risquant de s'effriter lorsque viendra le temps de passer à l'action. C'est à cette aune que s'évaluent les différentes visions portées au sein du parti. En effet, si les arguments utilitaires trouvent une oreille attentive dans la population en général, les arguments nobles sont ceux qui trouvent résonance chez les militants impatientes de réaliser le pays et anxieux de tirer profit du contexte politique actuellement favorable à l'indépendance.

Dans cette course, les candidats ont fait le choix stratégique d'être discrets sur les questions de fond, en vue de préserver leurs appuis auprès de l'ensemble le plus large possible de militants. On aura donc peu vu les candidats clamer leur préférence pour un article ou l'autre du programme, et encore moins remettre celui-ci en question. Une course au leadership sert à mesurer la trempe du chef et,

dans ce cas-ci, elle s'est mesurée non pas à l'aune des idéaux mais bien à celle de la conviction : celui ou celle qui aura le mieux démontré sa fermeté et sa capacité à négocier ses appuis sera jugé le plus apte à gagner le prochain référendum.

Ainsi, le choix du prochain chef péquiste se sera déroulé comme un exercice tactique d'une stratégie référendaire déjà définie. Il n'aura pas été l'occasion du débat public qu'il aurait pu être et n'aura pas permis de renouveler les visions au sein du parti, ni d'exposer les valeurs et les motivations du chef de l'opposition – et peut-être du prochain premier ministre. Si, dans

cette course, les militants choisissent le chef le plus convaincu envers la souveraineté, on peut penser que lorsqu'il sera temps de choisir le prochain gouvernement, les citoyens chercheront des arguments plus pragmatiques. Puisque la société s'enrichit toujours de ces débats qui soulèvent des questions de fond et de valeurs, espérons que lors du prochain rendez-vous démocratique, le Parti québécois saura leur accorder une place centrale. ●

Un développement économique profitable à qui?

La lutte des populations locales contre les compagnies minières canadiennes au Guatemala, qui menacent de contaminer l'eau et les terres agricoles, continue de plus belle.

VALÉRIE GRENIER-LAFON

Malgré ce que proclament les compagnies minières canadiennes – qui exploitent 80 % des mines au Guatemala – et le gouvernement du Canada soucieux de protéger les intérêts des investisseurs canadiens, les exploitations minières au Guatemala sont loin d'être une voie de développement privilégiée. Ces ex-

ploitations contaminent le sol et les nappes d'eau qui sont à la base de la survie des communautés locales essentiellement agricoles. Les emplois qu'elles créent pour la main d'œuvre locale sont peu nombreux et sous-payés.

Les communautés du département d'Izabal se préparent à un dur et long combat. Une fois de plus, leur région fait l'objet de la convoitise d'une com-

L'auteure a été agente de communication et d'information au Projet accompagnement Québec-Guatemala

pagnie minière canadienne, la Sky Ressources, qui a déjà investi des millions pour poursuivre ses recherches de gisements de nickel.

Dans les années 1970-1980, la présence des concessions minières d'une autre compagnie canadienne, INCO, dans la région, avait provoqué des dommages environnementaux, la délocalisation des communautés, des assassinats de dirigeants et de paysans autochtones ainsi que de nombreux autres problèmes sociaux. Forts de cette expérience, les communautés ont maintenant décidé de prendre les devants. Elles mettent des bâtons dans les roues des prospecteurs en obstruant les voies d'accès sur le territoire convoité; la confrontation directe a jusqu'à présent été évitée. Les communautés explorent, en même temps, les avenues d'une lutte politique et juridique, même si ces domaines sont les prés carrés des grands propriétaires du pays où règne l'impunité. Le cas des communautés du département de San Marcos est là pour en témoigner. La compagnie canadienne Glamys Gold continue d'y opérer, contre la volonté de la population locale qui craint la contamination des sources d'eau et de leur terre par le cyanure – extrêmement nocif – utilisé pour l'extraction de l'or.

À San Marcos, le gouvernement guatémaltèque octroyait, en 2004, une licence pour extraction minière, sans consultation préalable ni aucune étude d'impacts environnementaux et sociaux. Ces études sont pourtant prévues par la Convention 169 sur les droits des peuples autochtones et tribaux de l'Organisation internationale du travail, ratifiée par le gouvernement guatémaltèque. Selon cette convention, toute décision ayant des répercussions sur la vie des communautés locales concernées doit être approuvée par celles-ci. Le gouvernement s'est également engagé, dans les Accords de

paix de 1996, à promouvoir la participation de la population autochtone aux décisions. De toute évidence, le gouvernement a agi illégalement, même si le ministère de l'Énergie et des Mines rétorque qu'il a respecté le processus légal, étant donné que le sous-sol est propriété de l'État.

Cela n'a pas empêché les communautés locales d'organiser, d'avril à

par le gouvernement guatémaltèque est certainement un facteur qui complique la résolution du conflit en faveur des communautés locales. En effet, ce traité contient une clause – semblable au chapitre 11 de l'ALENA –



juin 2005, leur propre consultation – après le fait accompli. Elles y ont exprimé leur refus catégorique, quasi unanime, d'une présence minière et elles ont remis les résultats de cette consultation au gouvernement.

La compagnie Glamys Gold rejette la validité de cette consultation populaire, alléguant que la manière de procéder était illégale. Cependant, la Cour constitutionnelle, une des plus hautes instances judiciaires du pays, a confirmé la légalité de la procédure. La compagnie canadienne a porté le cas en appel.

La signature, au printemps dernier, du Traité de libre-échange entre les États-Unis et l'Amérique centrale (CAFTA)

qui protège les multinationales. Selon cette clause, une compagnie qui subit des pertes financières à la suite d'une décision gouvernementale ou d'un changement de loi a le droit de traîner ce gouvernement en justice. Si une réglementation environnementale forçait une expropriation – même partielle – d'une compagnie minière, celle-ci serait en droit d'exiger réparation. Glamys Gold connaît bien ce genre de procédures, y ayant déjà eu recours en Californie en réclamant, en 2003, 50 millions \$US au gouvernement californien à cause de ses lois environnementales contraignantes. ●

Diane St-Antoine,
Marche de protestation
de femmes à
Chimaltenango, 1991



Journée mondiale de la jeunesse : un double discours

À Cologne, le pape a parlé d'ouverture et de solidarité devant les représentants des autres religions; il n'a malheureusement pas repris ces thèmes dans son message aux jeunes.

GREGORY BAUM

L'auteur est théologien

À l'occasion de la journée mondiale de la jeunesse, tenue à Cologne en août dernier, Benoît XVI s'est adressé aux juifs et aux musulmans qu'il a rassurés en s'engageant à appliquer la déclaration *Nostra aetate* portant sur l'Église et les religions non chrétiennes – dont on célèbre le 40^e anniversaire – et à suivre l'exemple de Jean-Paul II dans la promotion de la paix entre les religions. Cela est important car, dans la déclaration *Dominus Jesus*, publiée en 2000, le cardinal Ratzinger avait critiqué le relativisme religieux, dénoncé « l'idéologie de dialogue » et mis l'accent sur les erreurs des grandes religions plutôt que sur les grandes valeurs qu'elles partagent toutes.

Aux juifs, Benoît XVI a rappelé que l'origine de la synagogue de Cologne remonte aux temps de l'empire romain et qu'ils étaient « chez eux » dans cette ville pendant des siècles; ils ont été exilés au XV^e siècle et, plus récemment, ils ont subi l'extermination sous le régime nazi. Aujourd'hui, les assure le pape, la ville fait un effort pour que les juifs s'y sentent encore une fois « chez eux ». Benoît XVI regrette qu'il y ait de nouveau des signes d'antisémitisme dans le monde. Ce que l'Église veut, dit-il, c'est une plus grande amitié entre la communauté catholique et la communauté juive. Il se réjouit donc de ce qu'il appelle « les valeurs com-

munes de respect réciproque, de solidarité et de paix ».

Dans la rencontre avec les représentants des communautés musulmanes d'Allemagne, le pape manifeste la même ouverture. Il admire leur grande foi en Dieu et leur désir de vivre selon la volonté divine. Il se réjouit qu'ils aient condamné les actes terroristes dans des déclarations publiques. Le pape cite les beaux textes sur l'Islam tirés de la déclaration *Nostra aetate* et reprend les paroles d'amitié et de respect à l'égard des musulmans prononcées par Jean-Paul II. Ce que Benoît XVI désire, c'est la solidarité entre musulmans et catholiques, de même que leur engagement commun pour la paix.

Dans ces deux discours, le pape souligne le message du concile Vatican II : l'Église a la mission de promouvoir la paix, la justice et la réconciliation dans le monde d'aujourd'hui, déchiré par les injustices, les préjugés et les conflits violents. C'est un message important pour l'Allemagne – et pour les autres pays européens – où le nouveau pluralisme religieux produit souvent hostilité et discrimination. L'Église se veut ainsi animatrice du dialogue et de la coopération.

Il est étonnant que Benoît XVI n'ait pas répété ce message si important dans les deux grands discours qu'il a adressés aux jeunes rassemblés sur la place Marienfeld. Dans ces discours, il a mis l'accent sur la foi catholique et la

pratique religieuse, sans aucune référence à la mission de solidarité de l'Église dans le monde. Il n'a fait aucune allusion aux conflits et aux tensions sociales dans les pays européens. Il a présenté aux jeunes une véritable catéchèse de l'eucharistie : il parle de l'adoration de Jésus, Fils de Dieu, de sa présence réelle dans l'hostie consacrée, de l'importance d'assister à la messe dominicale, de l'acceptation de tout ce que le magistère enseigne et de la vocation à la sainteté personnelle. Au lieu de recommander aux catholiques la lecture de la Bible, comme l'a fait le concile Vatican II, Benoît XVI promeut plutôt deux autres livres. « Le pape Jean-Paul II nous a donné une œuvre merveilleuse, dans laquelle la foi des siècles est expliquée de façon synthétique : le catéchisme de l'Église catholique. Moi-même, récemment, j'ai pu présenter l'abrégé de ce catéchisme, qui a également été élaboré à la demande du pape défunt. Ce sont deux livres fondamentaux que je voudrais vous recommander à tous. »

Une question se pose : l'Église a-t-elle un discours pour ceux qui sont « dehors » et un autre pour ses propres membres ? Un discours d'ouverture et de solidarité utile pour ses *public relations*, et un discours d'identité intégrale pour les croyants ?

Le grand mérite du concile Vatican II a pourtant été de nous révéler la pertinence universelle de l'Évangile. Comme le précisait si bien *Gaudium et spes* : « Les joies et les espoirs, les tristesses et les angoisses des hommes de ce temps, des pauvres surtout et de tous ceux qui souffrent, sont aussi les joies et les espoirs, les tristesses et les angoisses des disciples du Christ, et il n'est rien de vraiment humain qui ne trouve écho dans leur cœur. » ●

La justice vue d'Amérique latine



JOÃO BATISTA LIBÂNIO

Nul doute que la justice est une aspiration mondiale, mais nous sommes souvent face à un semblant de justice. D'un côté, il y a justice; de l'autre, injustice. Comment exercer alors un jugement critique? Qui juge la justice?

La justice s'accompagne toujours de qualificatifs que l'on peut passer au crible de la critique. On parle d'abord de justice commutative: je te donne pour que tu me donnes. Sur elle se fondent les relations marchandes. Il y a injustice si en échange du paiement que je fais je ne reçois pas ce qui m'est dû ou si je ne paie pas ce que l'on me donne. En bref, le contrat doit être transparent. On distingue ensuite la justice légale. Il y a des lois. Est juste celui qui les respecte, injuste celui qui les viole. La justice légale est étroitement liée à la précédente, car les lois conditionnent le fonctionnement des prix ou la réalisation du contrat commutatif. Puis vient la justice distributive. Pour saint Thomas, elle était mue par le principe de prééminence, à savoir la position que l'on occupait dans la société. Les seigneurs distribuaient l'aide aux pauvres de l'abondance de leurs biens. L'enseignement de l'Église insistait sur cette justice qui reposait davantage sur la générosité que sur une obligation réelle. Plus tard, l'État a pris pratiquement en charge cette justice, prélevant des «prééminents» – des impôts – afin de les rendre aux nécessiteux à travers les services

sociaux. Pour les Grecs, la justice était implicitement sociale, elle était pensée dans la cité et impliquait une distribution des biens. De nos jours, sa signification est liée aux droits sociaux et, en Amérique latine notamment, à la réalité des pauvres et des exclus.

Dans la société capitaliste actuelle, la justice commutative fonctionne selon les lois du marché régies par la libre concurrence – pas si libre qu'on le dit. Le prix est imposé tantôt par les vendeurs, tantôt par les acheteurs, selon le rapport de force. Ce n'est pas la justice qui est mise en œuvre, mais la force. Celle-ci se nomme «le capital». Les pays riches, industrialisés déterminent le prix de la matière première vendue par les pays pauvres, de telle sorte que

Il est donc urgent de créer un organisme international qui légifère sur la justice commutative et distributive en faveur des pauvres et des exclus.

la balance penche en leur faveur. Ceux qui commercialisent le café, par exemple, font des profits totalement disproportionnés par rapport à ce que gagnent les producteurs. D'autant que la distribution mobilise peu de gens. Ce sont là des richesses injustement acquises. La justice sociale exige de changer les lois internationales du marché. Elle doit être le critère régissant la justice commutative.

Cette réflexion vaut pour la justice distributive. Sur le plan national, le grand distributeur est l'État. Qui compose l'État? Essentiellement trois pouvoirs: l'exécutif, le législatif, le judiciaire avec son bras armé, la police. Selon ce discours, l'État représenterait

le pouvoir du peuple. Par conséquent, il serait le juste distributeur par excellence. En même temps, dans de nombreux pays, de puissants groupes économiques, des lobbies gigantesques exercent des pressions sur lui. Ainsi, la justice distributive, au lieu de favoriser ceux qui sont dans le besoin, rémunère les plus riches. Au tiers-monde, la dette publique, interne et externe, qui consume la grande partie des impôts perçus, prend à la gorge l'État qui voudrait agir justement. L'État enrichit le déjà richissime pouvoir financier.

Et la justice légale? Qui fait les lois? Le parlement élu, nominalement par le peuple, mais en réalité par le pouvoir économique. De nouveau, celui-ci fait la loi et régit la justice en sa faveur. Ainsi, suivre la loi peut être injuste. Il est donc urgent de créer un organisme international qui légifère sur la justice commutative et distributive en faveur des pauvres et des exclus.

Par ailleurs, la société de demain sera dépendante de la connaissance. La loi sur les brevets est l'une des grandes injustices à l'égard des pays pauvres qui n'ont pas les conditions favorables pour produire ce type de connaissance et qui restent dépendants des pays riches. Le principe éthique de la justice sociale devrait prévaloir. Tout ce qui se fait pour le bien et pour la vie humaine, et particulièrement celle des pauvres, appartient à tous. De tels brevets n'ont donc pas lieu d'exister. ●

L'auteur, jésuite brésilien, est considéré comme un des grands théologiens de la libération

Les dérapages pharmaceutiques

ANNE-MARIE AITKEN

Il est indéniable que, durant les 50 dernières années, les entreprises pharmaceutiques ont fabriqué et commercialisé un grand nombre de médicaments très précieux qui ont soulagé d'immenses souffrances et sauvé un nombre incalculable de vies. Pensons simplement à la découverte de la pénicilline par Alexander Fleming et à sa commercialisation dès 1941. Pensons aussi à la fabrication des antibiotiques, si efficaces pour lutter contre les micro-organismes responsables d'innombrables décès dans le monde. Reconnaissons aussi que la recherche sur le traitement des maladies, de plus en plus spécialisée, a redonné espoir à de nombreuses personnes dont l'avenir paraissait bouché.

En dénonçant les dérapages de l'industrie pharmaceutique, *Relations* ne veut pas jeter le bébé avec l'eau du bain ni jeter le discrédit sur les avancées médicales. À travers ce dossier, la revue se propose d'analyser les rouages d'un mécanisme qui s'est grippé en tournant le dos à sa mission première: être prioritairement au service de la santé des populations du Nord aussi bien que du Sud. Ces dérapages ont été longtemps tenus cachés, mais peu à peu la lumière se fait et des voix osent s'élever pour sortir du mensonge qui les entoure.

Avant la Deuxième Guerre mondiale, à la fin des années 1930, l'industrie pharmaceutique fonctionnait principalement sur la base de petites entreprises tournées vers les marchés nationaux. Celles-ci visaient les consommateurs immédiats, en fournissant des ingrédients actifs aux pharmaciens qui fabriquaient eux-mêmes le composé final. Les bénéfices étaient modestes et la recherche moins importante qu'aujourd'hui. C'est à la fin de la guerre que tout a changé, époque à laquelle s'opéra alors une profonde transformation: grâce à l'extension rapide des marchés, les vieilles entreprises – en s'ouvrant à une dimension internationale – se sont converties en gigantesques compagnies aux bénéfices mirobolants. Sciemment ou non, elles sont devenues partie intégrante d'un système économique et social basé sur le profit et l'avidité, où l'accumulation du capital et le pouvoir économique sont récompensés par des privilèges sociaux et médicaux garantis à vie pour certains, alors qu'ils sont refusés à la grande majorité de la population.

« Le courage, c'est de chercher la vérité et de la dire; c'est de ne pas subir la loi du mensonge triomphant qui passe. »

JEAN JAURÈS



Dans l'entrevue qu'il nous a accordée et qui s'intitule *À qui profitent les médicaments?*, Jean-Claude St-Onge dévoile les profits des plus grosses firmes et démontre ainsi que l'industrie pharmaceutique est un des empires les plus profitables au monde, loin devant Wal-Mart ou General Motors. Cette accumulation de fonds repose, entre autres, sur la prolongation de la durée de protection des brevets et sur l'invention incessante de nouveaux produits à mettre sur le marché, mais qui en réalité n'apportent pas grand-chose de neuf par rapport aux précédents sinon qu'ils créent de nouveaux brevets. Le cercle vicieux pointe alors son nez. L'appât du gain pousse les firmes à médicaliser tous les événements de la vie, de la naissance à la mort, en passant par la ménopause ou l'andropause, nous faisant croire que nous sommes des malades que nous ignorons. Seule une politique du médicament digne de ce nom pourrait infléchir l'obésité des firmes pharmaceutiques.

Françoise Nduwimana, dans *Contre l'apartheid sanitaire*, crie son indignation devant l'immense écart qui sépare le Sud et le Nord en ce qui touche les traitements et la recherche médicale. Non seulement des populations entières meurent du VHS/sida, mais les maladies infectieuses que l'on a le pouvoir d'éradiquer depuis longtemps au Nord

continuent à tuer des millions d'enfants au Sud. C'est donc la santé mondiale dans son ensemble qu'il faut repenser à un niveau politique si l'on veut assurer l'avenir de la planète, en commençant par revoir les règles appliquées par l'OMC.

Enfin, Raymond Lemieux, en sage et en éthicien, esquisse quelques avenues dans *Inéluctable finitude* pour penser une éthique basée sur la solidarité, qui peut nous protéger des excès d'un progrès sans limites qui devrait faire sans cesse reculer l'échéance de la mort que nous ne voulons ni voir ni entendre, cultivant l'illusion de la faire disparaître. Il nous avertit qu'il est temps d'amorcer un virage si nous ne voulons pas courir à la catastrophe. Il en va de la santé de tous et de toutes.

Joanne Bouchard,
Tracé de mémoire,
technique mixte,
18 x 65 cm, 2005

À qui profitent les médicaments?

Entrevue avec Jean-Claude St-Onge

Sur la base d'importantes découvertes scientifiques et à la faveur de la logique de l'économie de marché, les firmes pharmaceutiques contrôlent les marchés mondiaux, protégées par leurs brevets qui leur permettent de défier toute concurrence à l'échelle internationale. Les pauvres du Nord, mais surtout du Sud, sont les premières victimes de cette configuration perverse. Jean-Claude St-Onge, professeur de philosophie et d'économie – qui vient de publier *L'envers de la pilule* – a aimablement accepté de répondre à nos questions.

Relations: La production et la vente des médicaments sont devenues une puissante industrie. Que représente cet empire pharmaceutique aujourd'hui?

Jean-Claude St-Onge: Quelques géants dominent le marché. Ce sont surtout des firmes américaines: Pfizer, Johnson & Johnson, Merck et, jusqu'à un certain point, Shering-Plough. On trouve aussi de grosses firmes franco-allemandes comme Sanofi-Aventis et britanniques comme AstraZeneca et GlaxoSmithKline. En 1990, leur nombre s'élevait à 37; en 2000, il se réduisait à 16. Compte tenu de la

concentration frénétique qui sévit, on peut s'attendre à ce que, dans les prochaines années, ce nombre diminue encore.

En 2002, parmi les 500 plus grandes entreprises figurant sur la liste dressée par le magazine *Fortune*, dix ont enregistré des profits supérieurs aux 490 autres. Il s'agissait de dix sociétés pharmaceutiques étatsuniennes. La même année, un groupe de 210 membres du Congrès américain – qui ne sont pourtant pas réputés être ennemis du libre marché! – dénonçait les prix élevés des médicaments et les bénéfices excessifs de l'industrie pharmaceutique. Ces 35 dernières années, celle-ci a occupé le premier ou le deuxième rang dans l'échelle des profits. Et les taux sont en continue progression. Dans les années 1970, les entreprises pharmaceutiques récoltaient une marge bénéficiaire moyenne de 8,9%, comparativement à 11,1% dans les années 1980 et à 15,1% dans les années 1990.

Avec un chiffre d'affaires mondial s'élevant à 32 milliards de dollars en 2001 et un chiffre de ventes de 1 milliard de dollars au Canada, Pfizer remportait la palme dans la course aux profits: 7,8 milliards de dollars en 2001, montant supérieur aux profits combinés de toutes les sociétés figurant sur la liste de *Fortune* œuvrant dans les secteurs du chemin de fer, de l'édition, de la construction domiciliaire et du vêtement. Pfizer s'enorgueillit d'avoir plus de dix médicaments appelés des *blockbusters*, c'est-à-dire des produits dont le chiffre d'affaires annuel dépasse le milliard de dollars. En 2002, la marge bénéficiaire de Pfizer était deux fois plus élevée que celle de General Electric, neuf fois plus élevée que celle de Wal-Mart et 31 fois supérieure à celle de General Motors.

Rel.: Qu'en est-il du Québec, où le secteur pharmaceutique est en développement? Quelles conséquences sur l'emploi et sur l'économie québécoise?

J.-C. St-O.: Au Québec, c'est Pfizer qui occupe le sommet, un peu comme à l'échelle mondiale. Vient ensuite AstraZeneca. Évidemment, l'industrie pharmaceutique y crée des emplois. Toutefois, chaque dollar dépensé dans le pharmaceutique crée six fois moins d'emplois que dans les autres secteurs, parce que les salaires y sont extrêmement élevés. En même temps, cette industrie reçoit des crédits d'impôt d'une générosité étonnante de la part des deux paliers de gouvernement, aussi bien du provincial que du fédéral. Pour chaque 100 \$ dépensé en salaire de recherche-développement, elle reçoit 80,50 \$ de crédits d'impôt. De fait, c'est nous qui payons la recherche!

Rien à voir avec l'Inde qui, à partir des années 1970, a développé une industrie pharmaceutique extraordinaire

«Loin d'être un à-côté, la dimension publicitaire des campagnes dites d'information concernant les médicaments constituent une des pointes de l'effectivité thérapeutique. La diffusion du médicament dans l'univers publicitaire n'est pas différente de la mise en marché d'une crème anti-ride, d'un rouge à lèvres ou d'un fond de teint. [...] Ce sera manquer à la sagacité la plus élémentaire que de dissocier l'artefact moléculaire de l'ingéniosité de sa diffusion auprès des prescripteurs et des consommateurs. L'antidépresseur s'insère dans le prolongement des techniques de maquillage, d'intériorisation accomplie des impératifs d'affabilité, de disponibilité des femmes pour leurs tâches, voire pour leur vocation sociale. Serait-ce une sorte de Botox® contre le froncement morose des esprits et l'instabilité existentielle?»

CHRISTIAN SAINT-GERMAIN, *PAXIL® BLUES*



Joanne Bouchard,
Tracé de mémoire,
technique mixte,
18 x 13 cm, 2005

grâce à une loi qui lui a permis de produire des génériques à partir des médicaments brevetés. L'emploi y a été multiplié par 48. Cette industrie a rendu disponibles sur le marché indien des produits pharmaceutiques à très bas prix; beaucoup plus bas qu'au Pakistan, qui a conservé l'ancienne loi britannique sur les brevets. Mais, mondialisation oblige, en 2005 l'Inde a dû se plier aux règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Elle ne pourra donc plus copier des médicaments brevetés à l'avenir.

Rel.: Une industrie suppose un marché. Peut-on aller jusqu'à dire qu'aujourd'hui on crée des maladies ou qu'on surmédicalise les patients pour stimuler le marché?

J.-C. St-O.: On surconsomme et on surmédicalise. À toute fin pratique, on assiste à une véritable médicalisation des événements normaux de la vie des individus. Si l'on se fie à une récente publicité réalisée par une société qui fabrique des anxiolytiques, même l'entrée à l'université devient un facteur anxiogène qui nécessite un traitement. « Tout un nouveau monde... d'anxiété s'ouvre à vous! » pouvait-on lire au bas de l'affiche.

À toute fin pratique, on assiste à une véritable médicalisation des événements normaux de la vie des individus.

Par ailleurs, nous faisons une utilisation abusive de certains produits. Une enquête de Santé et Bien-être Canada, en 1990, révélait que 40 % des antibiotiques utilisés dans les hôpitaux l'étaient à mauvais escient. Des études ont aussi montré que 30 à 40 % des gens qui prennent des médicaments pour faire baisser l'hypertension réussissent finalement à contrôler leur pression lorsqu'ils adoptent un régime contenant moins de gras, moins de sel, moins d'alcool, etc. Très souvent, nous optons pour une thérapie médicamenteuse alors qu'il existe des solutions de rechange.

À mesure que les compagnies pharmaceutiques s'intéressent à nos maux, ceux-ci semblent gagner en ampleur. C'est ainsi que GlaxoSmithKline a trouvé un nouveau nom pour la timidité. Il s'agit désormais de « phobie sociale » qui se traite avec des antidépresseurs. Au Canada, la consommation de ces derniers par des enfants de 6 à 12 ans a augmenté de 142 % en quatre ans. *Le journal de l'Association*

médicale canadienne a obtenu un document interne de Glaxo enjoignant son personnel de garder sous clé les résultats des études cliniques indiquant que son antidépresseur vedette – Paxil en Amérique du Nord, Seroxat en Grande-Bretagne – n'était d'aucune utilité pour traiter les mineurs. Une étude montrait qu'il n'est pas plus efficace qu'un placebo et l'autre que le placebo est même plus efficace que l'antidépresseur! En juillet 2003, les autorités canadiennes

ont publié une mise en garde contre l'utilisation pédopsychiatrique des antidépresseurs. D'après le Dr Garland, en plus de la faiblesse des preuves concernant l'efficacité de ces produits dans le traitement de la dépression chez les jeunes, les observations lors des essais

cliniques et les rapports de cas indiquent que 25 % des enfants qui les consomment éprouvent d'autres effets indésirables, dont l'agitation, l'irritabilité et la désinhibition.

De même, la régurgitation qui est un phénomène tout à fait naturel chez les bébés a été rebaptisée reflux œsophagien pathologique. En France, dans les garderies et les

crèches, on s'est mis à soigner cette soi-disant maladie au moyen du Prépulsid. Dans les unités néonatales aux États-Unis, jusqu'à 20 % des prématurés ont également été traités avec ce médicament. Or, le Prépulsid a été retiré de la circulation parce qu'il était trop dangereux, associé à des morts et à des problèmes cardiaques. À l'autre bout de la vie, la naturelle sénescence est devenue insuffisance de circulation cérébrale. On irrigue alors le cerveau au moyen de pilules. Mais, en même temps, le ministère français de la Santé affirme que le concept même d'insuffisance de circulation cérébrale est un non-sens!

Le nombre de maladies mentales qui figurent maintenant dans la bible des psychiatres américains, le DSM-IV, a augmenté de façon exponentielle depuis quelques années. On encourage par ce biais une consommation de pilules. Qui plus est, plusieurs « maladies » sont en réalité le résultat de la consommation de certains de ces médicaments. Le groupe de recherche en santé aux États-Unis a répertorié 129 médicaments pouvant causer des dysfonctions sexuelles, 40 pouvant provoquer des symptômes proches de la maladie de Parkinson, 35 de l'insomnie, 166 de la dépression. Plutôt que de revoir la médication, on soigne ces maladies en prescrivant d'autres médicaments.

Ceux et celles qui en font les frais sont surtout des femmes, des enfants – jusqu'à un certain point – et des personnes âgées. Lorsqu'un médicament est approuvé et consommé par la population, toutes sortes d'effets indésirables

se manifestent chez ces catégories de personnes, notamment parce qu'elles ont été sous-représentées dans les essais cliniques.

Rel. : La plupart des médicaments sont brevetés. Comment peut-on justifier ces brevets?

J.-C. St-O. : Il n'y a aucune justification, sinon la soif de l'or... Les brevets ne profitent qu'à leurs détenteurs, en général une poignée de multinationales et d'individus. Pourtant, ils reposent sur le savoir-faire et les efforts antérieurs d'une multitude de chercheurs, souvent ano-

Les brevets ne profitent qu'à leurs détenteurs, en général une poignée de multinationales et d'individus.

nymes, qui ont mis au point des théories, des molécules et des procédés sans lesquels ces découvertes n'auraient pas eu lieu. Une grande partie des médicaments brevetés ont vu le jour grâce au financement public et aux larges déductions fiscales dont jouit l'industrie.

Le brevet donne un monopole *de facto* sur un médicament. Il y a environ cent ans, la durée de protection d'un brevet était de six mois. Elle est maintenant de 20 ans. Les États-Unis ont même réussi, grâce à des négociations bilatérales avec des pays comme le Maroc, à la prolonger jusqu'à 30 ans.

Pour une véritable politique du médicament

GABRIELLE PELLETIER

L'idée d'une politique du médicament n'est pas nouvelle. La Loi 33, qui a créé l'actuel régime général d'assurance médicaments (RGAM), en 1996, prévoyait déjà l'élaboration d'une politique en matière de médicaments par le ministre de la Santé et des Services sociaux. Ce régime public a vu le jour au Québec parce qu'il y avait un consensus social sur la nécessité d'avoir accès aux médicaments, et que le gouvernement pouvait garantir cette accessibilité. Les médicaments font partie intégrante du système de santé puisque leur apport est nécessaire à la protection et à l'amélioration de la santé des personnes. Les personnes malades n'ont généralement pas le choix d'acheter ou non les médicaments qui leur sont prescrits.

Près de dix ans après la mise en place du régime de l'assurance médicaments, voilà qu'un projet de politique a été

déposé par le gouvernement libéral à l'hiver 2005. Même s'il évoque certaines avenues prometteuses en ce qui a trait aux pratiques d'utilisation et de prescription des médicaments, de même qu'à l'information destinée à la population, ce projet déçoit à plusieurs égards.

Tout d'abord, et ce malgré les engagements électoraux du Parti libéral du Québec, le projet ministériel n'accorde la gratuité qu'aux 46 000 aînés qui reçoivent la prestation maximale du supplément de revenu garanti, alors que la promesse était de l'offrir aux 712 000 personnes prestataires de la sécurité du revenu et aux aînés qui reçoivent le supplément de revenu. Les personnes sous le seuil de faible revenu ne devraient pas à avoir à payer pour l'achat d'un bien aussi indispensable que les médicaments. Cela les place devant un dilemme odieux : choisir entre les médicaments, la nourriture, le loyer et les autres dépenses essentielles, et s'exposer ainsi à des conséquences néfastes sur leur santé conduisant à une utilisation accrue des services de santé.

De plus, ce projet contient diverses propositions visant à augmenter la rentabilité de l'industrie pharmaceutique. En

L'auteure est
coordonnatrice
de la Coalition
Solidarité Santé

Les compagnies pharmaceutiques déclarent que la mise en marché d'un nouveau produit coûte très cher. Or, il a été démontré par le Congrès américain que les sommes qu'elles dépensent pour fabriquer de nouveaux produits représentent environ 14% de ce qu'elles prétendent dépenser. Les compagnies pharmaceutiques affirment aussi qu'elles ont besoin d'importants profits pour mettre au point des nouveaux produits qui vont sauver des vies. Sur tous les nouveaux produits qui ont été mis en marché depuis 1975 – selon les enquêtes de la Food and Drug Administration (FDA) aux États-Unis, de la revue *Prescrire* en France et du *D'Lexchin* au Canada – seulement 3 à 8,7% des nouveaux médicaments représentent des avancées thérapeutiques significatives. La majorité d'entre eux sont donc des quasi répliques de produits qui existent déjà. C'était le cas du Vioxx.

À une époque, le Canada a encouragé la production de médicaments sous licence. Cela a aidé à créer une industrie de génériques. Quand Brian Mulroney est arrivé au pouvoir, il a porté la durée de protection des brevets à 17 ans. Maintenant, elle a été portée à 20 ans et les compagnies pharmaceutiques font des pressions pour l'augmenter! Elles trouvent des astuces. Ainsi, lorsque le brevet du Prilozec – qui sert à soigner les brûlures d'estomac et les ulcères – est arrivé à échéance, la molécule a été séparée en deux. Une des deux images miroir a été conservée et on l'a brevetée sous le nom de Nexium. Aux États-Unis, le Nexium se vend 4 \$US la pilule et le Prilozec 0,70 \$. Comme par hasard, on

effet, tout un chapitre est consacré à assurer le maintien du dynamisme de cette industrie au Québec. Or, ce chapitre n'a rien à faire à l'intérieur d'une politique de santé et devrait être étudié par le ministère du Développement économique. Répondant aux pressions de l'industrie, le ministre envisage notamment de mettre fin à la politique de non augmentation du prix des médicaments, et il refuse d'abolir la règle de protection accordée aux médicaments brevetés (qui coûtent nettement plus cher que les génériques). On s'attendait plutôt à des mesures de contrôle des prix ainsi qu'à des mesures d'encadrement très strict des pratiques commerciales d'une industrie pharmaceutique extrêmement puissante et profitable.

Nous savons que les médicaments sont la partie la plus inflationniste du système de santé. L'assurance médicaments en subit les conséquences. Depuis la mise en place du régime, en 1996, les primes ont presque triplé, passant de 175 \$ à 521 \$. Le Parti libéral avait promis de limiter la hausse des primes au niveau du coût de la vie et pourtant, depuis qu'il est au pouvoir, il y a eu augmentation à chaque année; soit 9% en 2003, 7,4% en 2004 et 5,4% en 2005, alors

ne trouve plus de Prilozec sur le marché, alors qu'il devrait désormais être disponible en générique.

Avec le néolibéralisme triomphant, qui valorise la propriété privée avant même la vie et la santé, on essaie de tout breveter. La cupidité n'a plus de limites. On tente de faire passer ce qui appartient au patrimoine de l'humanité dans le domaine de la propriété privée pour en tirer le plus de bénéfice personnel. Pour l'industrie, toute atteinte aux brevets signifie la mort des recherches et la fin du progrès. Cet argument est à la fois faux et cynique.

Rel. : Les firmes pharmaceutiques fabriquent les médicaments, mais ce sont les médecins qui les prescrivent. Sont-ils suffisamment informés pour garder leur indépendance vis-à-vis de ces firmes?

J.-C. St-O. : La plupart des médecins sont honnêtes. Ils connaissent bien les médicaments qui ont fait leurs preuves. Mais lorsqu'il s'agit de prescrire des nouveautés comme le Vioxx, le Celebrex ou le Nexium, c'est différent. Environ 88 nouveaux médicaments sont approuvés aux États-Unis chaque année, pratiquement autant au Japon, peut-être plus en Europe et un peu moins au Canada. Un éditorial du *Journal de l'Association médicale canadienne*, en juillet 2002, soulignait que les médecins n'ont ni le temps ni les connaissances nécessaires pour consulter les

que la hausse du coût de la vie se situait en dessous de 3% pour ces trois dernières années. Ainsi, c'est encore la population qui écope du manque de volonté politique du gouvernement de contrôler les coûts et d'encadrer sévèrement l'industrie pharmaceutique.

Une véritable politique du médicament devrait comprendre une série d'interventions concrètes visant la réduction des coûts, et elle devrait mettre fin aux pratiques abusives de mise en marché et aux privilèges accordés à une industrie qui coûtent très cher à l'État québécois. Dès maintenant, et même sans attendre l'adoption d'une telle politique, le gouvernement doit assurer l'accès gratuit aux médicaments prescrits à l'ensemble des personnes sous le seuil de faible revenu. Il est grand temps que les médicaments soient reconnus comme partie intégrante du système universel et public de santé, et que les intérêts des citoyennes et citoyens passent en premier.

Pour en savoir plus sur les demandes et les positions de la Coalition Solidarité Santé, consultez le site : <www.solidaritesante.qc.ca>.

recherches originales. Ils n'ont pas suffisamment de formation en pharmacologie. Une enquête menée par la Coalition des médecins pour la justice sociale signale que 79 % des médecins prescrivent des médicaments coûteux par ignorance des prix.

Les grandes sociétés pharmaceutiques disposent de sommes d'argent colossales pour faire mousser la vente de leurs pilules. L'industrie investit 20 000 \$ canadiens par année par médecin au Québec pour faire la promotion de ses produits. Les salaires des représentants constituent souvent la principale dépense de marketing. Ces visites aux médecins portent le nom de «visites médicales». Au Canada, 85 % à 90 % des médecins reçoivent la visite d'un représentant tous les 15 jours. Leurs activités sont réglementées par le code de l'Association canadienne de l'industrie du médicament. Ce code exige qu'ils fournissent une information complète et factuelle sans déformer la réalité.

Assurément, un petit cercle de médecins est très sensible à l'information véhiculée par l'industrie pharmaceutique. Ils ont tendance à prescrire davantage d'antibiotiques, davantage de médicaments brevetés que de médicaments génériques, davantage de médicaments plus coûteux que les autres. Certains leaders d'opinion sont pratiquement à la solde de l'industrie pharmaceutique : ils sont payés très cher pour faire des conférences à d'autres médecins afin que ceux-ci prescrivent les médicaments qui viennent d'être mis sur le marché.

Les sommes généreuses consacrées à l'information et à la publicité ne sont pas sans effet sur les patients. La publicité fait vendre. Face à cela, les patients auraient avantage à s'informer des effets secondaires des médicaments prescrits, tels qu'ils apparaissent dans les pages bleues du *Compendium des produits et spécialités pharmaceutiques*. Car l'information distribuée par l'industrie pharmaceutique est déficiente, voire mensongère. Prenons le cas du tamoxifène utilisé pour traiter le cancer du sein. La compagnie qui le fabrique a essayé de le faire approuver pour prévenir le cancer du sein. Cela soulève alors de redoutables problèmes. Le feuillet qu'une des grandes chaînes pharmaceutiques distribue mentionne certains effets indésirables du tamoxifène : nausées, vomissements, bouffées de chaleur, irritation de l'estomac. Il passe toutefois totalement sous silence certains autres effets relativement rares mais inquiétants : cancer de l'endomètre, embolie pulmonaire, caillots aux jambes et aux poumons, troubles

visuels, jaunisse, perte de cheveux, fibromes utérins, etc. Nous sommes face à une véritable désinformation.

Rel. : À quoi et à qui sert la recherche pharmaceutique?

J.-C. St-O. : Toutes les données montrent que l'industrie pharmaceutique n'est pas très innovatrice, puisque la grande majorité des «nouveaux» médicaments sont des versions légèrement modifiées des produits existants. Beaucoup d'argent est investi pour fabriquer des quasi répliques de médicaments, uniquement pour enlever des parts du marché aux concurrents. Les bénéficiaires en sont les actionnaires des firmes pharmaceutiques. Si on produisait moins de répliques, on pourrait utiliser les sommes d'argent qui y sont consacrées pour fabriquer des médicaments véritablement efficaces et beaucoup plus sécuritaires.

D'après la Coalition canadienne de la santé, environ 75 % des dépenses de recherche consenties par les géants de la pharmacie le sont pour que les nouveaux

médicaments passent à travers le processus d'approbation réglementaire. Bien peu est consacré à la recherche fondamentale. Les sociétés pharmaceutiques ne sont pas obligées de fournir de preuve que leur nouveau produit est plus performant que les médicaments existants, sur les plans de la sécurité et de l'efficacité. La seule chose qu'elles sont tenues de prouver, c'est que leur produit est plus efficace qu'un placebo, pilule de sucre sans principe actif.

La majorité de la recherche est faite et financée par des sociétés pharmaceutiques. Ce qui est une très mauvaise chose. La plupart des chercheurs sont dépendants de ces sociétés. Auparavant, la grande majorité des recherches se faisaient dans les instituts nationaux de la santé ou dans les universités. Depuis quelques années, cette recherche-là est financée la plupart du temps par l'industrie pharmaceutique. De sorte que les chercheurs sont de moins en moins indépendants.

L'industrie pharmaceutique investit là où le marché existe. Sur les 1223 molécules mises en marché de 1975 à 1997, 13 seulement concernent les maladies tropicales. Dans le tiers-monde, on estime que 25 000 enfants meurent quotidiennement faute de médicaments. Mais on ne s'y intéresse pas car le pouvoir d'achat n'existe pas. On produit des médicaments contre le cholestérol, l'hypertension, le diabète, l'obésité, etc. : des maladies de pays riches. Dans les années 1950, Georges Merck disait que les médicaments étaient pour les gens et non pour le profit. Il faut reconnaître que nous sommes loin de cette perspective. ●

ENTREVUE RÉALISÉE PAR ANNE-MARIE AITKEN

Dans les années 1950, Georges Merck disait que les médicaments étaient pour les gens et non pour le profit. Il faut reconnaître que nous sommes loin de cette perspective.

Contre l'apartheid sanitaire

Face à la recrudescence des maladies infectieuses dans le Sud et au désintérêt croissant des problèmes de santé qui ne touchent pas les pays développés, il est plus que jamais urgent de repenser la santé mondiale et les lois qui régissent ce processus de plus en plus inéquitable.

FRANÇOISE NDUWIMANA

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) estime que 90 % des décès imputables aux maladies infectieuses sont dus à six d'entre elles : pneumonie, tuberculose, diarrhée, paludisme, rougeole et VIH/sida. À cette réalité, s'ajoutent des maladies dites « orphelines » que sont la diphtérie, la poliomyélite, la coqueluche, le tétanos, la variole, la fièvre jaune, etc. – oubliées au Nord, mais qui menacent la santé publique des pays pauvres. Cela soulève plusieurs questions d'ordre éthique et moral.

D'une part, exception faite du VIH/sida et de la tuberculose, toutes les maladies nommées sont des maladies tropicales qui ne sévissent actuellement que dans les pays pauvres. Éradiquées depuis belle lurette dans les pays riches, elles ne sont pas considérées comme un défi de santé publique. N'étant plus une priorité pour le Nord, la

que 80 % des 300 médicaments considérés par l'OMS comme étant « essentiels », ne sont plus protégés par les brevets. La disponibilité des médicaments sur le marché mondial ne signifie pas pour autant qu'ils sont accessibles aux populations nécessiteuses. Cette inadéquation s'explique par l'absence de ressources humaines et financières qui permettraient aux pays pauvres de reconstruire leurs systèmes de santé, de former et de garder sur place le personnel médical, de défrayer les coûts médicaux, estimés minimaux dans les pays riches, alors qu'ils sont exorbitants là où le revenu par habitant est inférieur à 1 \$ par jour.

À cela s'ajoute l'inaccessibilité, dans le tiers-monde, des vaccins contre les six maladies infectieuses considérées par l'OMS comme étant la principale cause de décès chez les enfants : diphtérie, coqueluche, rougeole, tétanos, tuberculose et poliomyélite. Dans les pays pauvres, les maladies à prévention vaccinale causent annuellement la mort de 3 millions de personnes, dont 2 millions d'enfants (OMS/UNICEF, 2003).

SANTÉ ET INÉGALITÉS SOCIO-ÉCONOMIQUES

Les pays riches portent en grande partie la responsabilité morale du fait que trop de gens meurent, non pas tellement de maladies incurables, mais parce qu'ils vivent à l'écart des progrès médicaux et technologiques du monde industriel. Les décès liés aux maladies qui ravagent les popula-

L'auteure est consultante en développement international



recherche les concernant ne reçoit presque pas de financement. D'après l'Institut Pasteur, 90 % de l'argent investi dans la recherche et le développement de nouveaux médicaments ne répond qu'aux besoins des 10 % les mieux nantis de la population mondiale. Le paludisme qui est responsable de 3 % des décès dans le monde, et de 10 % en Afrique subsaharienne, ne reçoit que 0,1 % des fonds destinés à la recherche (OMS).

D'autre part, la controverse suscitée par la protection juridique de plusieurs médicaments par les brevets, laquelle protection exclut *de facto* les populations du Sud de l'accès aux dits traitements, ne doit pas nous faire oublier

tions marginalisées, à y regarder de plus près, relèvent davantage de la non-assistance à personnes en danger.

Certes, la mort fait partie de l'expérience humaine, et pour paraphraser feu Émile Ollivier, nous sommes tous de passage. Mais la mort « gratuite », c'est à dire celle qu'on peut éviter et qu'on aurait pu éviter, devrait secouer la conscience de l'humanité et lui faire réaliser l'existence de plusieurs types de terrorisme. Il n'y a pas que les attentats terroristes pour nous faire comprendre la fragilité du monde dans lequel nous vivons. Il y a aussi des atteintes à la vie, apparemment sans auteurs, mais tout autant criminelles et moralement inacceptables parce qu'elles révè-

Joanne Bouchard, *Tracé de mémoire*, technique mixte, 18 x 91 cm, 2005

lent la juxtaposition de la pauvreté et de l'opulence dans un monde qui se prétend humain et solidaire.

Comment considérer les pauvres du tiers-monde comme nos semblables et accepter que notre espérance de vie soit de 78 ans au Nord mais seulement de 47 ans en Afrique subsaharienne? Comment se dire égaux quand 30 ans de vie sont arrachés aux pauvres d'Afrique, quand des millions de femmes meurent en donnant la vie, quand la vie de millions d'enfants est fauchée par manque de vaccins, de nourriture et d'eau potable? Jean Ziegler, rapporteur spécial de l'ONU chargé du droit à l'alimentation, rappelle que plus de 2,2 millions de personnes, essentiellement des nourrissons et des enfants meurent chaque année pour avoir consommé de l'eau polluée. Il est difficile de ne pas remettre en cause l'insensibilité des dirigeants de ce monde quand on sait que l'aide extérieure accordée par les pays du G8 aux projets liés à l'eau, en Afrique, est inférieure à l'argent qu'ils dépensent en aliments pour chiens (*Rapport mondial des Nations unies sur la mise en valeur des ressources en eau*, mars 2003).

Joanne Bouchard,
Tracé de mémoire,
technique mixte,
30 x 23 cm, 2005

La santé est un ensemble de facteurs étroitement liés. L'accès à l'eau potable est à l'intersection de tous ces facteurs car, d'une part, l'eau est indispensable à la production d'aliments et, d'autre part, les maladies liées à la pollution de l'eau comme la diarrhée, le paludisme, le choléra, etc., constituent les causes de mort les plus courantes dans les pays pauvres. Or, 400 millions de personnes en Afrique subsaharienne, soit la moitié de la population du sous-continent, n'ont pas accès à l'eau potable. De même, l'UNESCO estime que la moitié de la population urbaine du continent africain n'a pas accès à des services d'assainissement appropriés. Dans plusieurs villes africaines, seulement 10% à 30% des habitations ont des toilettes raccordées à un égout public ou à une fosse septique.

POUR UNE VÉRITABLE SOLIDARITÉ NORD-SUD

Les problèmes évoqués, tout comme l'absence d'équipements médicaux, l'inaccessibilité aux technologies, aux traitements et soins de première nécessité, la difficulté qu'éprouvent les gouvernements à retenir en Afrique un personnel médical qualifié, sont tous liés au manque de ressources financières. L'hémorragie provoquée par la fuite des cerveaux, au moment même où l'Afrique est secouée par la pandémie du sida, est tellement grande que l'on se demande si on n'est pas en train d'assister à une solidarité à l'envers: c'est l'Afrique qui vient en renfort aux pays développés.

Entre 1999 et 2004, le nombre de médecins formés au Ghana qui, sitôt diplômés, sont allés pratiquer en Grande-Bretagne, a doublé. De même, les trois quarts des médecins zimbabwéens ont émigré après avoir obtenu leurs diplômes et on trouve plus de médecins éthiopiens prati-



quant à Chicago qu'en Éthiopie. Ce type de coopération Sud/Nord, a fait dire à l'organisation Physicians for Human Rights que chaque fois que le Malawi forme un médecin, qui ensuite va pratiquer en Grande-Bretagne, il aide ce pays du G8 à épargner 184 000 \$US.

Alors que, dans les pays riches, on compte environ 1000 infirmiers et 300 médecins pour 100 000 habitants, des pays comme le Malawi et l'Ouganda ne comptent respectivement que 17 infirmiers et 6 médecins pour 100 000 habitants. Dans certaines localités du Sénégal, il n'y a qu'un médecin pour 300 000 habitants. Cela veut-il dire, comme on l'entend souvent, que les pays africains n'ont pas investi dans la formation de médecins et d'infirmiers? Non. C'est la crise économique et politique africaine qui favorise en quelque sorte cette fuite de cerveaux. Or, si cette crise repose aussi sur des causes endogènes, elle remet en question l'indifférence et la compromission des pays riches.

On ne peut pas comprendre les fondements des crises sociales qui sévissent en Afrique, dont la santé, si on ne conteste pas, d'un côté, le paradigme nord-centriste qui modèle les rapports Nord/Sud et, de l'autre, la privatisation de la recherche en santé, elle-même responsable de la commercialisation de la santé.

LA SANTÉ N'EST PAS UN BIEN QUI RELÈVE DU COMMERCE

Dans les pays développés, les milieux de la recherche scientifique et technologique n'ont pas résisté à l'incorporation du savoir dans la nouvelle architecture économique mondiale. Les sciences et les connaissances sont même devenues le fer de lance de l'économie de marché. Réduite à une affaire de profits, la recherche en santé fut ainsi déviée de son but premier: la protection de la vie humaine.

Cependant, un paradoxe marque ce nouveau rapport de la recherche médicale à la santé publique. Car si les entreprises se définissent comme étant privées, force est de constater qu'elles n'ont jamais bénéficié d'autant de fonds publics et de mesures fiscales incitatives. En réalité, elles n'ont de privé que le droit qu'elles se sont arrogé de gérer les résultats de la recherche selon une logique mercantile. Que l'État subventionne des entreprises vouées à la recherche et au développement est une chose. Mais que ces mêmes entreprises n'aient de comptes à rendre qu'à elles-mêmes est pour le moins inacceptable.

Un gouvernement responsable ne peut pas laisser des firmes financées à même les fonds publics définir les priorités en recherche et fixer les modalités de la redistribution du fruit de la recherche à l'échelle mondiale. En se désengageant de la recherche médicale et en intégrant la science et la technologie dans la très compétitive économie de marché, les pays riches se sont du même coup rendus coupables de la déchéance sanitaire que vivent les pauvres à travers le monde. Le résultat est désolant : aujourd'hui, la recherche médicale est dictée, non pas par les besoins mondiaux en santé, mais par la capacité financière des patients à amortir les investissements monétaires qui y sont relatifs. Autrement dit, ce ne sont pas les maladies les plus meurtrières dans le monde qui accaparent la plus importante enveloppe de la recherche.

Selon Médecins sans frontières, seulement 1 % des 1393 nouveaux médicaments enregistrés entre 1975 et 1999 étaient destinés au traitement des maladies tropicales et de la tuberculose. Plus récemment, en 2004, sur les 70 milliards \$US qui ont été dépensés dans le développement de nouveaux médicaments, seulement 0,001 % de ces dépenses était affecté aux nouveaux traitements des maladies qui sévissent dans les pays pauvres.

À ce problème qui illustre l'absence de compassion face aux maladies qui ravagent les pays pauvres, s'ajoute une question éthique relative à la non-redistribution équitable des fruits de la recherche médicale. Question qu'il ne faudrait pas réduire à la responsabilité de l'industrie pharmaceutique vis-à-vis des populations sur qui des essais cliniques ont été effectués, mais bien au-delà. Car même si la responsabilité « thérapeutique » des firmes vis-à-vis des candidats aux essais est absolument inconditionnelle, elle l'est tout autant pour toute personne en attente de soins, de traitements ou de vaccins.

Les années 1990 ont été marquées par plusieurs scandales relatifs à des essais cliniques effectués dans les pays pauvres où la déréglementation autorisait les firmes pharmaceutiques à éviter les normes et les règles en vigueur dans les pays riches. Les instituts américains de recherche en santé auraient ainsi effectué des essais cliniques sur des

milliers de femmes enceintes atteintes du sida, vivant en Afrique et en Asie, et ces femmes n'auraient pas par la suite, et conformément aux standards respectés dans les pays riches, bénéficié des traitements efficaces existants.¹

Un tel scandale révèle un mépris total des firmes à l'endroit des malades des pays pauvres. Il révèle aussi la difficulté de faire respecter un minimum de principes moraux dans un contexte où seul le profit compte. Les tenants du « relativisme éthique » expliquent un tel comportement par le fait qu'il ne servirait à rien de garantir des traitements de qualité à une poignée de malades ayant fait l'objet d'essais cliniques, alors que le reste de la population n'y a pas accès. Ils oublient volontairement, puisqu'ils la combattent, la Déclaration d'Édimbourg, adoptée en octobre 2000 sous l'égide de l'Association médicale mondiale, qui édicte une série de principes devant régir la recherche médicale, dont

la solidarité, l'intérêt supérieur du sujet, le consentement libre et éclairé du patient. L'article 19 de cette déclaration dit clairement qu'« une recherche médicale sur des êtres humains n'est légitime que si les populations au sein desquelles elle est menée ont des chances réelles de bénéficier des résultats obtenus ».

Dans le même ordre d'idées, le Groupe européen d'éthique des sciences et des nouvelles technologies (GEE) publiait un avis le 4 février 2003, dans lequel il réaffirmait trois principes fon-

damentaux : que les investissements privés ou publics faisant leur recherche dans les pays en voie de développement ont un devoir moral de contribuer à y réduire les inégalités socio-économiques; que les activités de recherche impliquant les êtres humains ne peuvent pas être exclusivement assimilées à une activité économique; que la santé doit être considérée comme un bien public plutôt qu'un produit de commerce.

C'est la conjonction de ces trois principes inspirés de la solidarité et de la justice sociale, qui peut garantir le droit d'accès universel aux bienfaits de la science médicale, droit qui sans contredit, constitue l'un des principaux moyens d'éradiquer la pauvreté dans le monde. Le G8 l'a-t-il compris? Arrivera-t-il un jour à rompre définitivement avec des politiques autocratiques? Aidera-t-il l'Afrique à trouver les 7 milliards \$ qu'il lui faut pour former un million de travailleurs en santé d'ici 2015? La Déclaration finale du Sommet de Gleneagles, en juillet 2005, indique que ce pari demeure très hypothétique. ●

En se désengageant de la recherche médicale et en intégrant la science et la technologie dans la très compétitive économie de marché, les pays riches se sont du même coup rendus coupables de la déchéance sanitaire que vivent les pauvres à travers le monde.

1. Mylène Bothol-Baum, *L'éthique de la recherche médicale*, Université catholique de Louvain, 2001.

Inéluctable finitude

Un refoulement est à l'œuvre dans l'engouement pour les médicaments, refoulement dont il est important de saisir la logique dans la mesure où il révèle un certain état plus global de nos sociétés.

RAYMOND LEMIEUX

L'auteur, professeur à la Faculté de théologie et de sciences religieuses de l'Université Laval, est titulaire de la Chaire religion, spiritualité et santé

Les médicaments envahissent des aspects de plus en plus nombreux de nos existences. Sans contester les bienfaits des avancées pharmacologiques – pensons seulement aux antibiotiques –, ce phénomène soulève néanmoins des problèmes de société impossibles à nier.

C'est comme si, ivres des succès de la pharmacologie, nous en venions à négliger la complexité des pathologies humaines, à oublier l'importance de leurs facteurs sociaux et culturels et, surtout, à occulter la mort qui, pourtant, finit toujours par survenir. Dans ce contexte, le gel de la souffrance du patient à l'aide du biochimique remplace souvent l'écoute de son désarroi devant la maladie. Or, écouter les sujets impliquerait d'admettre que nous ne sommes pas tout-puissants et que, finalement, les médicaments ne nous protègent pas de tout, et surtout pas de la mort.

LA FUITE EN AVANT TECHNOLOGIQUE

Sur les champs de bataille de la maladie, comme dans l'ensemble des relations humaines, la guerre ne connaît qu'une loi : l'escalade. Par exemple, dès la fin des années 1960, on a vu apparaître des générations mutantes de gonocoques capables de résister aux traitements. À ces supergonocoques, il a fallu alors opposer des machines de guerre plus puissantes, plus efficaces, mieux ciblées. De même, dans le champ de la santé mentale, la vie clinique utile d'un neuroleptique étant d'une douzaine d'années, il faut sans cesse mettre au point des générations plus performantes de ces derniers, nécessitant des recherches plus poussées et, en conséquence, coûtant plus cher.

Ajoutons à cela le fait que de nouvelles maladies font leur apparition. La nomenclature des maladies mentales, par exemple, s'est beaucoup enrichie depuis un quart de siècle; sans compter les maladies industrielles et celles qui tiennent aux mauvaises habitudes de vie : obésité morbide, cancers liés au tabagisme, vulnérabilités coronariennes, allergies, dépendances diverses, détresse émotionnelle, fatigue d'être soi. Les maux de l'humain, déchargés aux urgences des hôpitaux – souvent parce qu'il n'y a pas d'autres lieux où les sujets pourraient espérer être entendus – sont innombrables.



Nous appelons fuite en avant technologique l'attitude qui consiste à innover sans cesse, sur le plan technique, sans se préoccuper des causes effectives – souvent socio-culturelles, c'est-à-dire complexes et diffuses – du développement des pathologies. Une telle attitude n'est pas spécifique au monde médical; elle relève plus largement des logiques sociales contemporaines qui, au nom du progrès, semblent incapables de prendre en compte la finitude humaine. Cette fuite en avant enferme alors l'humain dans un imaginaire aliénant dont les résultats, à terme, peuvent devenir catastrophiques.

En effet, les possibilités de l'humain sont indéfinies; elle ne sont toutefois pas infinies. C'est pourquoi, si le progrès est un moteur du dynamisme moderne, il peut aussi devenir proprement aliénant quand il se donne non pas pour ce qu'il est – une idée régulatrice, un idéal –, mais plutôt comme une réalité naturelle qui imposerait sa loi. Il devient alors une illusion, au sens même que Freud donnait à ce

Joanne Bouchard,
Tracé de mémoire,
technique mixte,
36 x 14 cm, 2005

terme : une croyance non critiquée. Dans ce contexte, chacun devient, dans sa vie quotidienne, comme un coureur de fond en quête illimitée de performance : il doit dépasser ses limites et, pour cela, non seulement investir sans cesse de nouveaux efforts, mais s'acharner à corriger les handicaps qui viennent de son âge, de sa condition physique, de sa situation sociale, voire des solidarités dans lesquelles il est engagé. Le corps, l'esprit, l'autre, deviennent des adversaires à dominer.

Dans cette quête de santé devenue performance, la médicalisation, à l'instar des drogues et des interventions visant à changer la condition du corps humain, est toujours refoulement des limites – ces dernières étant, pour chacun, le rappel quotidien qu'il est un être mortel. De manière paradoxale, ce refoulement devient alors le plus court chemin vers la mort. Il mène, en effet, à vivre dans la fantasmagorie plutôt qu'à accepter le réel. Il aveugle littéralement le sujet sur sa condition effective.

LE MÉDICAMENT CONTRE LA SANTÉ

Un exemple bien simple nous permettra de saisir cette logique de régulation sociale dans sa dimension élémentaire : si je prends un analgésique pour soulager mon mal de dents, je ne sentirai plus ce dernier. Cela ne contribue toutefois en rien à le guérir. Le mal continuera de travailler ma dentition sans que je m'en rende compte. Si je ne décide pas d'intervenir autrement et continue plutôt de l'endormir, le mal finira vraisemblablement par avoir raison non seulement des dents malades ou gâtées, mais de l'ensemble de mon être.

Le problème de la médicalisation de la vie, en ce sens, est bien celui d'un dopage qui, loin de ne concerner que les sportifs et les déprimés, devient un déterminant de la notion commune de santé. L'habitude du médicament fait de la quête de la santé une recherche du « bien-être », à l'opposé de l'angoisse que suscite l'expérience des limites et de la mort. Elle réduit d'ailleurs cette notion même de bien-être au seul fait de « se sentir bien » qui devient ainsi une illusion de santé. Peu importent les limites, peu importe le mal qui ronge le corps ou l'esprit, peu importent les exigences invraisemblables de performance qu'on s'impose pour se conformer à l'image qu'on veut donner aux autres, il faut « se sentir bien dans ce qu'on fait ». La lecture subjectiviste du monde qui s'ensuit pousse alors à oublier les conditions réelles de l'existence, qu'elles se présentent comme limites du corps ou comme violence du monde ambiant. Certes, cet oubli n'est jamais que momentané, le réel finissant toujours par s'imposer. Mais, justement, à cause du caractère éphémère

Dans cette quête de santé devenue performance, la médicalisation, à l'instar des drogues et des interventions visant à changer la condition du corps humain, est toujours refoulement des limites.

« Un peu à la manière des firmes spécialisées dans les aliments préparés pour les chats domestiques, afin qu'ils reconnaissent, à l'ouverture de la conserve, les effluves viandeux rappelant le fumet de quelque minuscule carnage, les entreprises pharmaceutiques constituent des groupes de travail rassemblant des psychiatres qui les conseillent dans le choix des teintes et des noms et dans le mode de présentation. Une immense pastorale biochimique remplace les congrès eucharistiques à l'ancienne. Une rencontre annuelle de psychiatres américains recèle, pour l'éthicien, de précieuses indications quant au développement des sociétés de consommation avancées, tout comme les rencontres de vétérinaires spécialisés dans le traitement des bovins laitiers permettent à l'observateur d'entrevoir les avancées des technologies de reproduction assistée, ultérieurement adaptées à la fécondité des femmes. De la même manière aussi que les rencontres des fabricants d'automobiles à Détroit permettent l'exposition somptuaire des nouveaux modèles et prototypes, les Jeux olympiques présentent, pendant un court moment, la vitrine universelle des prouesses pharmacocinétiques des corps modifiés, de l'état des connaissances quant au maquillage requis par l'idée de performance. »

CHRISTIAN SAINT-GERMAIN, *PAXIL® BLUES*

de ses résultats eux-mêmes, la quête de bien-être doit sans cesse être recommencée et devient illimitée. Elle engendre alors une dépendance qui n'a même pas besoin d'être soutenue chimiquement pour imposer sa loi. Le fantasme de santé, le rêve d'échapper à la condition humaine tourne alors au cauchemar : il devient mépris de vie, littéralement, au profit des illusions données en véritables objets de culte.

Cette fuite en avant devient un mode de vie. On sait qu'elle va aujourd'hui jusqu'au culte du corps parfait, c'est-à-dire capable de répondre aux canons de la séduction tels que les célèbrent les médias. Pour « se sentir bien dans leur peau », certains n'hésiteront pas à mettre leur vie en jeu afin que le regard des autres confirme leur fantasme de pouvoir.

LOGIQUE MARCHANDE ET ÉTHIQUE

On comprendra alors qu'une telle attitude sociale à l'égard de la question de la santé et des médicaments présente des occasions en or pour les marchés. La logique marchande est du même ordre que celle de la performance technique et de la quête de santé. Elle consiste, essentiellement, à articuler dans un rapport rationnel et contrôlé, profitable pour chacune des parties, des besoins et des satisfactions. Si le sentiment d'être bien dans sa peau devient une norme sociale, il est normal que se développe une industrie du « bien-être ». Et la demande de « biens de santé » conformes à cette quête doit être soutenue, quitte à créer pour cela de nouveaux besoins. La santé devient ainsi un fantasme à renouveler sans relâche : non seulement parce que le réel de la vie lui impose ses limites, mais parce que la logique marchande elle-même ne peut se contenter de ses acquis.

Joanne Bouchard,
Tracé de mémoire,
technique mixte,
18 x 25 cm, 2005

Investir dans le bien-être rapporte d'autant plus que celui-ci est éphémère. Le conseil d'administration d'une compagnie pharmaceutique, à ce titre, n'est pas là pour prendre soin de la fragilité humaine, mais bien pour rapporter des profits à ses actionnaires. Aussi, prendra-t-il ses décisions en fonction des paramètres qu'il peut contrôler, en l'occurrence la conjoncture marchande qu'il peut évaluer. Il laissera vraisemblablement à d'autres le courage politique qui consisterait à prendre des décisions en fonction de la santé publique plutôt que privée, ou qui viseraient la prévention en ne se contentant pas des interventions thérapeutiques, une fois le mal évident.

La régulation du monde par les marchés, à ce titre, favorise les opérations à court terme qui refoulent la conscience de mort, de la même manière qu'elle cherche



obstinément à contenir celle-ci au-delà des frontières du bien-être des nantis, aux dépens des projets à long terme qui exigeraient une éthique de la finitude humaine. Une telle éthique, en fait, suppose une culture non pas de la force mais bien de la fragilité, pour créer de la solidarité entre les humains à partir du partage de la conscience de leurs limites. Elle suppose donc une conscience critique, volontairement réaliste, qui refuse de se laisser aliéner par les illusions.

Les logiques régulatrices du marché ne sont sans doute ni plus ni moins aliénantes que celles des sociétés féodales d'antan. Elles génèrent toutefois leur idéal social d'une manière qui leur est propre. Si le champ de la santé nous révèle aujourd'hui les impasses de cet idéal de façon incontournable, c'est que la fuite en avant y laisse présager des catastrophes. Il met ainsi directement en cause le courage des acteurs sociaux, individuels et collectifs, qui seraient en mesure de discerner les choix politiques qu'il faudra bien effectuer un jour.

La haute technologie des avancées pharmaceutiques contemporaines peut-elle être mise au service de la solidarité humaine plutôt qu'à celui du profit et de la puissance? Commencer à saisir les implications de cette question suppose de voir plus loin que la seule mécanique de l'organisme, de tenir compte de la complexité des facteurs humains de la santé et de la maladie et, surtout, de ne pas perdre de vue que les thérapies, comme les médicaments, ne vaincraient jamais la finitude. Tenir compte de la complexité véritable de l'humain, c'est aussi reconnaître ce qu'il sait bien, au fond de lui-même: il est un être mortel. Quand la technologie l'oublie, dans les paradis artificiels des médicaments ou ailleurs, quand elle s'érige en culture d'apprentis sorciers, elle échappe à tous, promoteurs comme utilisateurs. En perdant ainsi le contrôle, nous courons tous, tristes ou joyeux, vers la catastrophe. ●

POUR PROLONGER LA RÉFLEXION

LIVRES

- BLECH, Jörg, *Les inventeurs de maladies. Manœuvres et manipulation de l'industrie pharmaceutique*, Paris, Actes Sud, 2005.
- HUGNET, Guy, *Antidépresseurs. La grande intoxication*, Paris, Le Cherche-Midi, 2004.
- PIGNARRE, Philippe, *Le grand secret de l'industrie pharmaceutique*, Paris, La Découverte, coll. « Cahiers libres », 2003.
- SAINT-GERMAIN, Christian, *Paxil® Blues. Antidépresseurs: la société sous influence*, Montréal, Boréal, 2005.
- SHIVA, Vandana, *La vie n'est pas une marchandise. Les dérives des droits de propriété intellectuelle*, Montréal, Écosociété, coll. « Enjeux Planète », 2004.
- ST-ONGE, Jean-Claude, *L'envers de la pilule. Les dessous de l'industrie pharmaceutique*, Montréal, Écosociété, 2004.
- VAN DUPPEN, Dirk, *La guerre des médicaments. Pourquoi sont-ils si chers?*, Anvers, éd. EPO, 2005.

SITES INTERNET

- Food and Drug Administration : www.fda.gov
Observatoire des transnationales : fr.transnationales.org
Prescrire : www.prescrire.org
Santé Canada : www.hc-sc.gc.ca

PAUVRETÉ AU JAPON

La classe moyenne japonaise est en train de disparaître. Le pays figure parmi les puissances mondiales qui présentent les plus fortes disparités de revenus. Selon l'OCDE, le pourcentage de ménages percevant moins de la moitié du revenu moyen des habitants du pays atteint 15,3% (la moyenne des pays membres est de 10,2%). Le vieillissement de la population et l'évolution des conditions de travail - restructuration des entreprises, gel des embauches, contrats à durée déterminée - seraient en grande partie responsables de ce brusque accroissement des disparités.

LES 30 ANS DU CAPMO

Fondé il y a 30 ans à Québec, le Carrefour de pastorale en monde ouvrier (CAPMO) est un lieu où les personnes s'arrêtent pour réfléchir, pour apprendre et pour agir. Au fil des trois dernières décennies, le CAPMO a contribué à ouvrir des voies nouvelles pour arrimer la pensée et l'action, les valeurs et les pratiques collectives, en vue d'une plus grande justice sociale. Ses activités se concentrent autour de quatre axes: l'actualité populaire et ouvrière, le projet de société, la solidarité internationale et la vie spirituelle des personnes engagées socialement. Pour en savoir plus sur le CAPMO et sur les célébrations entourant son 30^e anniversaire, consultez le : <www.capmo.org>.

UN JÉSUITE CANONISÉ

Alberto Hurtado est né en 1901 au Chili. Dès son enfance, il expérimente la condition des pauvres. Grâce à une bourse d'études, il fréquente le collège des Jésuites de Santiago. Il entre au noviciat de la Compagnie de Jésus en 1923, où il s'engage dans un ministère intellectuel et pastoral très fructueux. Avec des ouvriers chiliens, il cherche à développer une conception du travail authentiquement chrétienne. Dans cette perspective, il lutte pour la création d'un syndicat et œuvre dans l'Action catholique. Peu avant sa mort, en 1952, il lance la revue *Mensaje*, périodique toujours publié aujourd'hui et qui a pour objectif de diffuser la doctrine sociale de l'Église. L'option préférentielle pour les pauvres de ce Jésuite chilien lui vaudra d'être canonisé le 23 octobre 2005.

BÉNÉVOLES RECHERCHÉS

Organisme communautaire sans but lucratif, Suicide Action Montréal (SAM) peut offrir, grâce à ses 250 bénévoles, différents services d'aide aux personnes suicidaires, à leurs proches ainsi qu'aux personnes en deuil après un suicide. Ce fléau cause 1500 décès par année au Québec et SAM reçoit annuellement plus de 20 000 appels. Pour cet organisme, le bénévolat est donc une question de vie. L'invitation est donc lancée à toute personne de 18 ans et plus se considérant apte à aider et prête à s'engager pour 150 heures/année. Téléphoner au (514) 723-4000.

MORTALITÉ INFANTILE

Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), une femme meurt chaque minute dans le monde à la suite de complications pendant la grossesse ou au moment de l'accouchement. De plus, le taux de mortalité des nouveau-nés et des enfants est encore élevé dans nombre de pays. Quotidiennement, 40 000 enfants décèdent de maladies qui, dans 70% des cas, sont guérissables ou pourraient être évitées par des mesures de prévention et d'hygiène.

LE FRANÇAIS AU QUÉBEC

Le pouvoir d'attraction de l'anglais demeure plus élevé que celui du français auprès des immigrants, selon les dernières observations publiées récemment par l'Office de la langue française. Ce sont 147 700 nouveaux Québécois qui ont choisi de vivre en anglais contre seulement 124 800 qui ont opté pour le français en 2001. La situation est toutefois meilleure qu'en 1991, alors que le taux d'attraction des immigrants vers la langue française n'était que de 35,8% (dix ans plus tard, il est de 45,7%). La situation dans la région de Montréal est encore plus préoccupante: trois transferts linguistiques sur cinq s'y font en faveur de l'anglais. De plus, sur l'île de Montréal, on compte désormais un habitant sur cinq qui utilise une autre langue que l'anglais et le français au foyer.



Thaïlande : histoire d'une oligarchie

L'histoire contemporaine de la Thaïlande est caractérisée par une succession de dictatures militaires et par le règne d'une oligarchie financière qui plonge le pays dans une grave crise sociale.

DOMINIQUE CAOUCETTE

L'auteur est professeur adjoint au Département de science politique et chercheur à la Chaire de recherche du Canada en études asiatiques de l'Université de Montréal

Souvent présentée comme étant le seul pays de la région à n'avoir pas connu une expérience coloniale, la Thaïlande – avec sa population de près de 64 millions d'habitants – est un pays aux immenses contrastes. Derrière ses magnifiques plages et ses temples bouddhistes aux charmes mystiques, se cachent un tourisme sexuel grandissant, des réseaux de prostitution juvéniles imposants – estimés à près de 2,8 millions de femmes thaïs, dont le tiers sont des mineures – et une marginalisation croissante de certaines régions du pays.

Le gouvernement actuel, dirigé d'une main de fer par le puissant et riche homme d'affaires Thaksin Shinawatra, maintient solidement le cap sur le modèle économique néolibéral à l'ombre duquel fleurit l'industrie touristique prête à tout pour attirer les devises étrangères. S'il innove par son style populiste combiné à une utilisation adroite des médias, sa réélection récente s'explique parfaitement

par le rôle central que jouent les puissantes familles du pays dans l'arène politique.

DE LA MONARCHIE À LA DICTATURE

En 1932, la monarchie des Rama, qui régnait sur la Thaïlande jusque-là, est renversée par un coup d'État dirigé par un petit groupe de civils et de militaires, sur la base du nationalisme et de l'inauguration d'une démocratie constitutionnelle. Dans ce pays rural dont la seule institution solide était l'armée et où la classe ouvrière et la bourgeoisie à peine naissantes étaient essentiellement composées d'immigrants chinois, c'est plutôt à une succession de dictatures militaires que l'on assiste jusqu'à dans les années 1970.

Au tournant de ces années, en effet, le pouvoir quasi absolu des militaires est progressivement remis en question. Plusieurs facteurs expliquent ce virage. Tout d'abord, l'alignement de la Thaïlande sur les États-Unis, lors de la guerre du Vietnam, a pour effet l'arrivée massive de capitaux, non seulement pour le développement de l'armée, mais aussi pour les télécommunications et les infrastructures économiques. La présence de 50 000 soldats américains sur son territoire – avec la prostitution et le trafic de drogue qu'elle entraîne – aura également pour effet d'intensifier le sentiment nationaliste et d'encourager Pékin et Hanoi à mobiliser le parti communiste thaï jusque-là relativement marginal. L'accès à l'éducation supérieure a élargi aussi de manière significative une classe moyenne composée de Thaïs, indépendante de la bureaucratie gouvernementale. Par

ailleurs, de nombreux étudiants thaïs partis étudier aux États-Unis reviennent au pays. Ayant connu le mouvement pacifiste américain et même milité au sein de celui-ci, ils deviennent de plus en plus critiques face à la position du gouvernement thaïlandais qui agit dans la région à titre de satellite de Washington.

Devant ce climat d'effervescence politique, les deux généraux alors au pouvoir décident de rédiger eux-mêmes une nouvelle constitution et de rétablir les élections. Grâce au contrôle qu'ils exercent sur l'appareil militaire et policier et sur le ministère de l'Intérieur, les militaires obtiennent une large majorité des sièges dans les campagnes mais perdent de manière magistrale dans la capitale, où la bourgeoisie thaïe et sino-thaïe et la majorité de la classe ouvrière émergente résident. Ils ne peuvent contenir longtemps la grogne populaire qui ne cesse de croître. À l'automne 1973, les demandes pour une nouvelle constitution et des élections, lancées par un petit groupe d'étudiants libéraux et d'enseignants universitaires, font bouler de neige et près de 500 000 personnes sortent dans les rues, une véritable explosion de participation démocratique sans précédent dans l'histoire de la Thaïlande. La dictature militaire s'effondre et un régime intérimaire dirigé par le professeur Sanya occupe le pouvoir jusqu'à la tenue d'élections en février 1975.

DÉMOCRATIE FRAGILE

Les élections de 1975, les plus compétitives jamais organisées, donnent un parlement où pour la première fois des partis de gauche modérés sont représentés. Des partis conservateurs font également leur apparition et serviront de base au gouvernement. Le pays expérimente alors une importante période de participation politique, avec l'ouverture de la presse, la formation de





véritables syndicats et d'organisations paysannes, l'exercice du droit de grève ainsi qu'une mobilisation grandissante pour le retrait de la présence américaine.

L'extrême droite, extraparlamentaire, exacerbée avec la chute de Saïgon, en 1975, se mobilise et commande de nombreux assassinats de personnalités de la gauche et de leaders ouvriers et syndicaux. Le coup d'État sanglant d'octobre 1976 pousse un nombre important d'étudiants et de militants, la plupart membres du parti communiste thaï, à vivre dans la clandestinité ou à se réfugier dans les campagnes et à l'extérieur du pays. Cependant, le juge qui préside à une coalition entre l'aristocratie, les militaires et les politiciens de droite est si violent et absolutiste que les militaires le déposent en moins d'un an. Pour la première fois de l'histoire de la Thaïlande, un coup d'État se fait au nom de la restauration démocratique.

Durant plus d'une décennie, des élections sont organisées de manière régulière et produisent une série de parlements sans véritable représentation de la gauche, mais dominés par les entrepreneurs provinciaux et les généraux les plus puissants donnant à la démocratie thaïlandaise un caractère oligarchique.

LE SAUT DU TIGRE

La croissance économique des « tigres » de l'Asie du sud-est (Thaïlande, Malaisie, Indonésie et Philippines) s'organise essentiellement autour de l'entrée massive de capitaux étrangers, de la libéralisation des marchés domestiques et d'un haut niveau d'intégration entre les

marchés financiers nationaux et internationaux. L'arrivée massive d'investissements directs en provenance du Japon viendra prendre la relève des capitaux américains, à la suite de l'accord de Plaza, en 1985, qui force le gouvernement japonais à apprécier substantiellement la valeur du yen face au dollar US. Devant l'abondance de main-d'œuvre bon marché, les compagnies japonaises déplacent leurs processus de production vers l'Asie du sud-est. Graduellement, Taiwan, Hong Kong et la Corée du Sud imitent le Japon et investiront massivement dans la région.

Avec les premiers ralentissements de l'économie japonaise, au début des années 1990, l'élite thaïlandaise se tournera, afin de maintenir sa croissance économique, vers de nouvelles sources de capitaux provenant de l'OCDE, en gardant des taux d'intérêt à haut niveau et des taux de change fixe et en libéralisant les marchés boursiers pour faciliter l'entrée et la sortie de capitaux spéculatifs.

La libéralisation et la déréglementation rapide des marchés de capitaux débouchent sur une profonde crise d'endettement, à partir de juillet 1997. La dette extérieure de la Thaïlande passe de 21 milliards \$US en 1988 à plus de 89 milliards \$US en 1997, dont 80% est de nature privée. Au moment de la crise, les arriérés des banques privées représentent alors près de 20% du PNB.

Il importe de souligner le caractère particulier de cette crise: une grande partie des capitaux financiers qui sont entrés dans la région ont été investis

dans l'immobilier pour la construction d'édifices à bureau, de condominiums, de gigantesques centres commerciaux, de complexes touristiques et d'innombrables terrains de golf (plus de 200!) qui n'ont contribué en rien à la consolidation des structures industrielles du pays. Par ailleurs, la crise a exposé au grand jour la collusion et la corruption des milieux des affaires et des politiciens et le manque de transparence du secteur bancaire.

Un des effets les plus significatifs de la crise a été de permettre l'acquisition à des prix de « vente de feu » d'un grand nombre de compagnies nationales, dont certaines étatiques, par des intérêts étrangers, en particulier les géants américains, japonais et plus récemment chinois. La Thaïlande constitue une véritable aubaine pour eux. La main-d'œuvre y est relativement peu dispendieuse, il existe un marché domestique potentiel pour certains biens de consommation et les politiques étatiques y sont des plus permissives.

LA RÉVOLTE DU SUD

Depuis deux ans, on assiste à une escalade de la violence. Plus de 800 personnes ont péri au cours d'affrontements dans trois provinces du sud de la Thaïlande (Narathiwat, Pattani et Yala) où vit la minorité musulmane qui constitue 8% de la population du pays. La minorité musulmane a peu bénéficié du boom économique des années 1990 et reste très marginalisée dans l'appareil gouvernemental. La politique répressive de Bangkok – déclaration de la loi martiale, offensive de l'armée contre une mosquée vénérée de Pattani qui a fait 32 victimes, arrestations massives de supposés terroristes – même si elle est couplée à des promesses de développement économique et social, n'est pas pour apaiser une population musulmane de plus en plus mobilisée. ●

Prières et offrandes
à Wat Phra Kaew,
Bangkok, Canapress/
Marco Simoni



Entre science et théologie : une alliance possible?

Il y a une manière de voir le monde qui permet de tenir ensemble des dimensions qui ont été séparées depuis des siècles.

JEAN-FRANÇOIS FILION

L'auteur est chargé de cours au Département de sociologie de l'UQAM

L'ampleur de la crise écologique nous oblige à reconsidérer notre vision du monde. Depuis des siècles, au nom d'une conception de la raison qui a dominé la modernité, il est devenu naturel de séparer le visible et l'invisible, l'ici-bas et l'au-delà, etc. Or, cette manière de penser contribue à élargir le fossé entre le système technico-économique destructeur et toute visée éthique et écologique.

Dans les temps modernes, les théologiens ont encaissé les bouleversements issus des sciences qui contredisaient la vision traditionnelle du monde : le cosmos fermé et hiérarchisé où toute chose est à sa place, la noblesse par rapport à la plèbe, l'homme par rapport à la femme. En revanche, la vision scientifique moderne du monde consistait en un univers infini, mécanisé et égalisé. Ce changement de représentation a connu de fortes résistances dans l'Église. Galilée dut se rétracter lors de son procès pour avoir adhéré à l'héliocentrisme selon lequel les planètes tournent autour du Soleil, opposé au géocentrisme selon lequel les astres tournent autour de la Terre – promu jadis par l'Église. Ainsi, devant le succès incontestable des sciences, les théologiens ont trouvé une solution pour ne plus se trouver dans la position de condamner des innocents : séparer les discours sur la nature réservés aux scientifiques de ceux concernant l'action humaine.

UNE SCIENCE PAS SI NEUTRE

Le rapport rationalisé à la nature ne se résume pas aux découvertes de lois uni-

verselles; il inclut surtout les transformations technico-économiques de notre milieu. À côté des scientifiques, des ingénieurs, des entrepreneurs et des économistes nous ont bien montré qu'il était profitable de concevoir la nature comme un lieu de ressources infinies, disponibles aux innovations. Mais le défaut de la représentation scientifique de l'univers comme ramassis calculable de poussières d'étoiles consiste en la dévalorisation de la Terre, prise comme poussière parmi tant d'autres. L'effet pervers de la représentation scientifique de la nature est qu'elle plante le décor à la destruction technocapitaliste de la planète. Si tout est ou bien hasard ou bien nécessité, comment alors justifier rationnellement une opposition à la spoliation d'une planète vouée de toute façon à disparaître quand le Soleil s'éteindra?

UNE VISION ÉCOLOGIQUE DU MONDE

La religion chrétienne est associée par de nombreux écologistes aux manières de penser et d'agir contribuant à la crise écologique. La conscience écologique tend pour cette raison vers les spiritualités orientales retraduites sous la forme du Nouvel Âge (culte de Gaïa, etc.) et de la cybernétique. La force du paradigme oriental-cybernétique est de permettre des connexions entre les processus naturels et l'immanence d'un ordre systémique autorégulé (comme on le voudrait du marché). Le danger de la conscience écologique orientalisante est d'oublier la spécificité de la dignité humaine, l'acquis indépassable du christianisme, en considérant l'être

humain au mieux comme une partie indistincte du grand Tout, au pire comme son fruit parasitaire.

La théologie trinitaire de la création de Jürgen Moltmann et la philosophie de la nature de Hegel, par exemple, forment un pas dans la direction d'un nécessaire renouveau cosmologique. Ces manières de voir permettent de réunir dans les processus vivants des dimensions que l'on tient séparées depuis des siècles : le corps et l'esprit, l'immanence et la transcendance, la société et la nature.

La conception trinitaire permet de se représenter l'immanence terrestre de la transcendance aussi bien dans les processus naturels que dans les affaires humaines. Que l'orbite de la Terre rende possible la vie ou que le corps se guérise lui-même de nombreuses maladies constituent des faits objectifs. De là, on devrait tirer des conclusions qui ébranleraient les métaphysiques nihilistes du hasard dont se nourrit le néolibéralisme.

C'est en misant sur l'émerveillement que produit l'immanence terrestre du sens que les théologiens devraient réactiver, en accord avec les découvertes scientifiques, une nouvelle forme de «géocentrisme». La Terre n'est pas une poussière virevoltant dans le vide, mais bien le centre de notre monde. Ce nouveau géocentrisme devrait servir de base concrète à l'œcuménisme, car la pollution ne fait pas de distinction confessionnelle, et mener à une théologie écologiste s'articulant à une écologie politique. Contre le nihilisme technocapitaliste, il faut que se produise une alliance entre les croyants et ceux qui, comme l'auteur de ces lignes, ne croient pas au Jugement dernier mais à celui des générations futures. ●



La crise écologique contemporaine, à laquelle ne sont pas étrangères les avancées de la science et de la technique, pousse à réfléchir sur un nécessaire supplément d'âme à l'intérieur de la recherche scientifique. Cela signifie-t-il qu'il faille rompre l'étanchéité qui s'est établie

en modernité entre le discours scientifique et le discours éthique et théologique? Ou, au contraire, raison et transcendance doivent-elles demeurer irréductibles? Dans quelle mesure envisager de nouveaux rapports entre science et théologie?

Nous sommes nettement en présence de deux modes de penser le réel : l'un empirique, l'autre métaphysique. Ils sont irréductibles.

GREGORY BAUM

Aujourd'hui, des scientifiques disent que les nouvelles théories sur la structure du cosmos appuient le message biblique d'un Dieu créateur. Et des théologiens croient que les découvertes scientifiques nous aident à mieux comprendre le plan divin révélé dans la Bible. De ces derniers, Teilhard de Chardin demeure le plus célèbre. D'autres sont tentés, à la lumière de la crise écologique actuelle, de chercher dans les Écritures une vérité sur l'orientation du cosmos. Je me méfie de ces idées. Comme théologien, je fais une distinction très nette entre science et théologie : ce sont deux modes différents de penser le réel. La science ne peut ni invalider les vérités révélées ni apprendre d'elles quelque chose pour ses propres investigations. La théologie ne peut rien trouver dans les sciences qui appuie la foi en la révélation divine.

Les scientifiques cherchent à comprendre le monde suivant une approche empirique. Ils examinent des objets concrets, élaborent une théorie pour expliquer ce qui se passe dans les phénomènes observés, puis ils essaient de prouver cette théorie par des observations plus précises et plus méthodiques. Les résultats de ces recherches sont valables s'ils peuvent être vérifiés par d'autres scientifiques. Les sciences empiriques ont rendu un service inestimable à la culture humaine. Nous désirons, par contre, que le progrès et l'application des sciences soient guidés par une vision éthique du monde. Mais la connaissance scien-

tifique ne peut générer cette vision éthique.

MÉTAPHYSIQUE ET EMPIRISME

La science empirique n'a rien à dire sur les valeurs qui définissent la culture, de même que sur la vocation et le destin de l'humanité. La science n'est pas la philosophie qui, elle, peut se prononcer sur les valeurs éthiques. La science ne peut rien dire sur la dimension invisible de la réalité. La science doit admettre que les méthodes qu'elle utilise ne lui permettent pas de prononcer une affirmation métaphysique.

Qu'est-ce que la théologie? C'est une réflexion de foi sur la révélation biblique, une sagesse destinée à illuminer et à transformer la vie humaine. Ce que le récit biblique de la création nous dit n'a rien à voir avec ce que la science peut nous dire sur l'origine de l'humanité et du monde. La vérité en théologie est métaphysique; la vérité en science est empirique.

Le récit biblique de la création nous révèle que Dieu est créateur, que le monde créé reflète la gloire de Dieu, qu'il mérite notre admiration et qu'il ne doit jamais être réduit à un instrument au service des êtres humains. Que ceux-ci sont créés à l'image de Dieu, donc porteurs d'une grande dignité et d'une responsabilité morale pour les réalités terrestres. Voilà l'impératif écologique de la Bible. Le récit de la création nous révèle aussi que les humains ont la même origine, qu'aucun groupe humain ne peut donc se dire supérieur aux autres. Il nous explique pourquoi le monde n'est pas comme il devrait être, pourquoi le

monde créé bon est devenu un champ de bataille et pourquoi nous ne faisons pas toujours ce que nous voudrions faire. Le récit biblique de la création contient beaucoup d'autres messages spirituels et salvateurs, mais aucun ne réfère aux questions examinées et étudiées par les sciences. Les croyants trouvent dans la Bible la réponse à la question : pourquoi l'existence et non le néant ? Une question que la science ne se pose pas.

L'IMPÉRATIF ÉCOLOGIQUE

Réfléchissant sur l'évolution biologique, je suis mal à l'aise quand je vois la lutte constante pour la survie et la victoire des plus forts et des plus adaptés. Je sais que le philosophe anarchiste russe, Pierre Kropotkine, a proposé une théorie de l'évolution fondée sur la coopération, mais ses arguments ne me convainquent pas. L'évolution biologique laisse de côté les petits, les faibles et les défavorisés, tendance qui continue à se manifester dans l'histoire humaine. Comme théologien, je suis persuadé que la religion biblique et, en fait, toutes les religions sont des forces qui s'opposent à l'évolution : elles apportent aide et appui aux petits, aux faibles et aux défavorisés. Les religions cherchent à humaniser le genre humain, c'est-à-dire à libérer les humains de l'héritage violent lié à leur origine biologique, à les amener à une vie de coopération, de justice et de paix, et à les rendre gardiens responsables de la Terre - l'impératif écologique. ●

L'auteur est théologien

L'Église comme épouvantail

Un anticléricalisme chargé de ressentiment se perpétue dans l'imaginaire québécois. Comment expliquer ce phénomène, alors que d'autres sociétés – dont l'histoire est bien plus trouble – ont su développer une mémoire plus sereine?

JEAN-PHILIPPE WARREN

L'auteur est professeur de sociologie à l'Université Concordia

Le fait est aussi brut qu'incontestable : parmi la frange de la population la plus médiatique et la plus politisée du Québec – si ce n'est parmi les Québécois en général –, l'Église catholique est l'objet d'un ressentiment quasi unanime, pour ainsi dire naturel et spontané. Ce ressentiment, la récente mort du pape ne l'a point effacé, malgré le flot de bons mots que l'on s'est soudain senti obligé de déverser sur sa dépouille. Depuis 40 ans, au Québec, il semble qu'on n'en finit plus de vouloir s'arracher au passé religieux.

Il importe de s'interroger sur ce fait intrigant. Voilà une société qui s'est entièrement sécularisée, une société qui n'entretient plus avec l'Église catholique que des rapports ténus et privés, et dont la représentation de soi est encore fortement animée par un imaginaire anticlérical. Voilà, en d'autres mots, une société qui a rompu avec l'Église catholique en nationalisant les vieilles institutions d'encadrement social et en confiant l'éducation aux bureaucrates d'un ministère provincial et qui, pourtant, continue de décrier le pouvoir ecclésial. C'est un peu, toutes proportions gardées, comme si en France, aujourd'hui, on s'acharnait à maudire les monarchistes.

LE CAS DU CATHOLICISME ESPAGNOL

Le fait intrigue d'autant plus que l'Église québécoise n'a pas été, autant qu'ailleurs, compromise avec les idéologies les plus réactionnaires du dernier siècle. Prenons le cas de l'Église catholique espagnole. Non contente de participer activement à la guerre civile, sa hiérarchie s'est aussi associée au régime franquiste jusqu'à la mort du leader fasciste. Pendant cette guerre civile, 145 000 personnes sont mortes au combat et un nombre presque égal ont été fusillées. Au cours des années qui ont suivi l'établissement de la dic-

tature, des milliers d'Espagnols ont dû fuir le pays, ont été emprisonnés ou ont été exécutés. Le général Franco n'a pourtant eu, jusqu'à sa mort, de plus puissants et fidèles alliés que les évêques et les cardinaux – plusieurs d'entre eux faisant d'ailleurs partie de l'Opus Dei. En 1975, l'abîme entre les forces démocratiques et l'institution cléricale, sans être infranchissable, était on ne peut plus profond.

Or, dans l'Espagne d'aujourd'hui, les taux de pratique religieuse n'ont pas chuté comme ils l'ont fait au Québec depuis cette époque révolue où les Canadiens français allaient en masse assister aux messes dominicales. Les églises ne sont pas, là-bas, aussi tristes et désertées. Les ouvrages historiques portant sur le passé national, tout en mentionnant les complicités fascistes de l'Église catholique, relèvent aussi des moments plus héroïques et heureux; ils se refusent à porter sur le passé un regard tout entier honteux.

Comment donc expliquer une attitude si différente? Pourquoi, d'une part, les Espagnols – dont le passé religieux est aussi noir et terrible et, dans certains cas, tout à fait inexcusable – ne refusent-ils pas aujourd'hui le compagnonnage de l'Église? Pourquoi, d'autre part, maints Québécois francophones – eux dont l'histoire, tout en étant parfois xénophobe et cruelle, demeure sobre dans l'intolérance et la violence – fustigent-ils l'institution cléricale, même aujourd'hui où elle est devenue une puissance politique et sociale négligeable?

UNE GRANDE NOIRCEUR PLUTÔT GRISE

Faisons d'abord valoir ceci : pour les jeunes Québécois des collèges et des universités, comme pour le public éclairé en général, la Grande Noirceur est une période qui correspond au moment le plus infamant et le plus réactionnaire de l'histoire du Québec. Grâce à l'aide obséquieuse et intéressée de l'Église catholique, Maurice Duplessis contrôlait la province et cherchait à instaurer un ordre qui faisait plus que tourner le dos à l'Amérique: cet ordre enfonçait la province dans un âge autoritaire et obscurantiste digne de « l'époque mérovingienne » ou de « l'Ancien régime » – j'emprunte librement ici les expressions de certains historiens et sociologues des années 1960.

Au milieu de multiples faits et événements supposés donner créance à cette description de l'entre-deux-guerres et de l'immédiate après-guerre, retenons-en deux : la mise à l'index du livre de Jean-Charles Harvey, *Les demi-civilisés*, en 1934, et le renvoi de Paul-Émile Borduas de son poste à

Depuis 40 ans, au Québec, il semble qu'on n'en finit plus de vouloir s'arracher au passé religieux.

l'École du meuble, après la publication du *Refus global*, en 1948. Ces deux événements font figure de preuves irréfutables de l'atmosphère de répression qui prévalait avant la Révolution tranquille. Rappelons seulement que *Les demi-civilisés* est un bien mauvais roman et que si Paul-Émile Borduas a été cavalièrement mis à la porte de l'École du meuble, c'était, trois ans plus tôt, Charles Maillard qui devait remettre sa démission comme directeur de l'École des Beaux-Arts devant l'opposition d'Alfred Pellon (ce dernier ayant publié son manifeste *Prisme d'yeux* quelque temps avant *Refus Global*). La postérité a été bonne pour le journaliste-romancier et le peintre automatiste parce qu'elle s'est saisie d'eux pour en faire des martyrs. En fait, ces deux événements ne peuvent se comparer avec la violence de la guerre civile espagnole, pas plus qu'avec les assassinats d'opposants politiques perpétrés par les chemises noires sous la dictature mussolinienne, ou encore la censure exercée en Irlande dans les années qui suivirent l'indépendance.

Nulle question d'affirmer – ce qui serait un propos éhonté – que le Québec de la Grande Noirceur n'a pas été une période de vexation, de répression et de censure. La Grande Noirceur a bel et bien eu lieu. Il faut être reconnaissant aux révolutionnaires tranquilles – dont bon nombre de catholiques progressistes – d'avoir lutté pour en sortir. Il s'agit seulement de faire remarquer que, interprétée sous un angle comparatif, cette période perd beaucoup de sa teinte et de sa stature. Si elle est aussi commune, pourquoi les Québécois ont-ils senti le besoin de la grossir? Si elle est plutôt grise, pourquoi les Québécois ont-ils senti le besoin de la noircir? Pourquoi, en d'autres termes, ont-ils senti le besoin d'en faire un mythe? Car, à n'en pas douter, la Grande Noirceur est un mythe – non pas au sens d'une « fabulation », mais au sens d'un « grand récit » s'imposant à la conscience commune de manière presque obsédante.

UN CHANGEMENT DE RÉFÉRENCE

Pour comprendre le mythe de la Grande Noirceur, il importe donc de se rappeler que la Révolution tranquille correspond au passage de la référence collective canadienne-française à la référence collective québécoise. Une collectivité qui s'appelait canadienne-française a décidé, dans les années 1960, de se rebaptiser québécoise – laissant les francophones hors Québec fonder leur identité sur une base provinciale et devenir Fransaskois, Franco-Ontariens, Franco-Manitobains, etc. En l'espace de quelques années à peine (les États généraux du Canada français de 1967 tenant lieu de date commode), une civilisation qui avait duré plus de 100 ans fut littéralement engloutie, disparaissant soudain de la carte avec l'abandon de ses institutions et de ses symboles, pour ne laisser comme souvenir de son ancien empire que quelques îlots de francophonie à la dérive.

Or, qu'est-ce que le Canada français? Pris dans sa plus simple expression, le Canada français, c'est un monde tenu ensemble symboliquement et institutionnellement par l'Église catholique. En 1840, après l'échec des Patriotes, lorsque l'horizon politique s'est refermé sur le Bas-Canada, l'Église est devenue en quelque sorte l'État d'une société sans État. Quand, avec la montée de l'État-providence, les frontières qui définissent les groupements humains sont redevenues politiques, et non plus strictement culturelles,



le mouvement souverainiste – interrompu pendant 100 ans – a pu prendre un nouveau souffle et refonder l'identité nationale. C'est ce qui explique que l'écroulement du Canada français, comme référence collective des Québécois francophones, sera l'exact contemporain de la répudiation de l'Église catholique comme mode privilégié d'encadrement social.

L'Église catholique avait tenu symboliquement ensemble le Canada français en le munissant de traditions (fêtes, rites, etc.), de symboles (tels le drapeau du Sacré-Coeur) et

Joanne Boucard,
Tracé de mémoire,
technique mixte,
36 x 28 cm, 2005

de discours (le messianisme, l'agriculturisme, etc.). Elle l'avait aussi tenu institutionnellement par ses mouvements (tels l'ACJC), ses organisations et ses institutions (coopératives, écoles, etc.) et ses structures hiérarchiques (telles les paroisses). En dehors de l'institution cléricale, il n'y avait pas d'espace possible pour un Canada français. Un Canadien de langue française qui n'était pas baptisé était un non-sens, voire une anomalie. *A contrario*, les Juifs émigrant au pays – affirmera le premier ministre Taschereau – devaient apprendre l'anglais pour devenir de bons Canadiens; il ne lui serait jamais venu à l'idée de les inciter à apprendre le français pour devenir de bons Canadiens français.

Maintenant, qu'est-ce que la Révolution tranquille? Au plus simple, c'est le passage du Canada français au Québec étatique. Comme l'écrivait l'auteur Pierre Maheux, en 1963, dans la revue *Parti pris*, c'est l'avènement de l'homme

québécois après 200 ans de règne du dieu canadien-français! Le Canada français est ce contre quoi les membres de la « nouvelle cléricature bureaucratique » se sont définis: pour mieux en refuser l'héritage, ils se sont acharnés à cultiver la honte de ce passé paysan, inculte, châtré et colonisé. Ils n'ont pas eu de mots assez durs

pour rejeter aux oubliettes de l'histoire un monde dont ils sortaient à peine. Ils ont voulu creuser une opposition d'autant plus absolue entre un *avant* et un *après* que la fracture entre les deux mondes n'est pas nette. Déjà en 1963, avec la fondation de la revue *Parti pris*, percent des commentaires qui, parlant de 1958, affirment avec une bonne dose de naïveté: « On était-tu colon dans ce temps-là! »

LE CATHOLICISME COMME REPOUSSOIR IDENTITAIRE

Nous percevons déjà quelques-unes des conséquences qui affecteront et continueront d'affecter le rapport des Québécois à l'Église catholique. Si le Canada français, c'est l'Église, et si le Québec s'est défini en opposition au Canada français, la première cible des discours nationalistes des révolutionnaires tranquilles n'a pu être, par un mouvement somme toute naturel, que l'institution cléricale.

Les Polonais peuvent affirmer que, sans l'action de l'Église catholique, il n'y aurait pas de Pologne. « Seulement sous cette croix / Seulement sous ce signe / La Pologne est la Pologne / Et un Polonais est un Polonais », écrivait le grand barde polonais, Adam Mickiewicz. De même, les Irlandais peuvent affirmer que, sans l'Église, il n'y aurait pas d'Irlande. On pourrait dire la même chose des Portugais ou des Espagnols. Ces derniers peuvent œuvrer aujourd'hui

à séculariser leur pays; l'Espagne demeure toujours pour eux l'Espagne. Ils n'ont pas émigré au milieu du XX^e siècle pour s'en aller coloniser un autre imaginaire. Les conflits d'interprétation modifient sans la dénaturer leur référence collective nationale. C'est ainsi que même les intellectuels les plus anticléricaux s'entendent pour dire que l'Église catholique fait partie de l'histoire espagnole, comme une page peut-être obscure, mais comme une page néanmoins du grand roman national.

La situation est bien différente dans le cas du Québec. Les membres de la « nouvelle cléricature bureaucratique », ceux et celles qui, dans les années 1960, se sont emparés des postes traditionnellement liés à l'Église, ne peuvent pas affirmer que, sans l'action de l'Église catholique, il n'y aurait pas de Québec. Bien au contraire: pour l'élite issue de la Révolution tranquille, ce qui a retardé la formulation d'une référence collective basée sur le territoire provincial et axé vers l'affirmation de l'État national, c'est justement l'Église catholique, puisque celle-ci est associée à la survivance et au développement du Canada français – une réalité que les révolutionnaires tranquilles ont farouchement et violemment répudiée.

Reconnaître l'action de l'Église catholique, ce n'est pas reconnaître le Québec. Reconnaître l'action de l'Église catholique, tout à l'opposé, c'est reconnaître une référence symbolique que le Québec a dû dénoncer pour pouvoir s'affirmer! Pour que le Québec « moderne » existe, il a fallu que les révolutionnaires tranquilles rejettent dans une espèce de Moyen Âge appelée « Grande Noirceur » l'institution qui informa pendant près de 100 ans la symbolique commune et l'encadrement social de la population francophone du Canada et de la Nouvelle-Angleterre.

La majorité des Québécois liés à la petite bourgeoisie des affaires et de l'État a donc un rapport trouble à l'histoire de l'Église pour une raison très simple. Sans l'Église catholique, il n'y aurait pas eu de Canada français. Mais, réciproquement, avec l'Église, il n'y aurait pas eu ce Québec dont ils sont devenus l'élite dirigeante. Ces Québécois le savent, et c'est pourquoi ils ont refoulé l'Église hors de leur conscience. Ce qu'ils aiment de l'Église, s'ils en aiment quelque chose, c'est justement de pouvoir en faire un épouvantail, un conte pour enfants, un bonhomme sept heures. Parlant des sociétés bouleversées par l'histoire, le comte de Chateaubriand écrivait: « Quand un peuple, transformé par le temps, ne peut rester ce qu'il a été, le premier symptôme de sa maladie, c'est la haine du passé et des vertus de ses pères. » Au Québec, cette détestation du passé a trouvé dans l'Église son objet. En finir avec le *damned canuck*, comme le déclarait Gaston Miron, en finir avec l'infamie que représente le fait d'être Canadiens français, comme l'écrivait Paul Chamberland, c'était aussi, dans les années 1960, en finir avec l'Église.

Ce l'est toujours. L'aversion à l'égard de l'Église a donc devant elle un bel avenir. ●

La Grande Noirceur est un mythe – non pas au sens d'une « fabulation », mais au sens d'un « grand récit » s'imposant à la conscience commune de manière presque obsédante.

La gauche au Canada

Au cours de l'histoire, la collaboration entre parti, mouvement social et intellectuels a revêtu une importance cruciale dans l'évolution de la gauche canadienne.

DUNCAN CAMERON

La gauche au Canada a trois composantes. La première est le Nouveau parti démocratique (NPD) qui a remplacé, en 1961, l'ancienne Cooperative Commonwealth Federation (CCF) socialiste, ainsi que le Congrès du travail du Canada (CTC). La deuxième composante est l'ensemble des forces sociales que sont les syndicats, les groupes de femmes, les groupes chrétiens, les groupes environnementaux et de nombreuses organisations non gouvernementales. Parce qu'elles représentent des millions de personnes, ces organisations populaires sont capables de s'opposer au pouvoir en place et de contrer l'influence des milieux d'affaires. La troisième composante, enfin, est celle des intellectuels, des écrivains et des penseurs de gauche qui jouent un grand rôle, quelle que soit la conjoncture politique, parce qu'ils sont capables de raisonner, d'argumenter, d'analyser et d'exprimer clairement une vision d'avenir.

PARTI, MOUVEMENT SOCIAL, INTELLECTUELS

Les bonnes relations entre ces trois groupes ont été d'une importance cruciale dans l'évolution de la gauche canadienne. Quand les intellectuels et le parti ont travaillé ensemble, comme ils l'ont fait dans les années 1930, le programme social qu'ils ont élaboré a pu devenir plus tard un véritable programme politique national. Les fondateurs du CCF avaient rêvé d'un parti regroupant cultivateurs et travailleurs. Le manifeste de Regina, adopté en 1933, énonçant les principes du parti, ont fait écho à ce rêve. Il a été l'œuvre des intellectuels de la League for Social Reconstruction (LSR), dont plusieurs avaient été formés à Oxford et influencés par la British Fabian Society dans leur effort pour repenser les politiques de gauche.

La grande dépression des années 1930 a été un facteur décisif dans la promotion de voies alternatives au capitalisme. Socialistes et communistes se sont alors âprement disputé l'adhésion des membres des syndicats. Durant une

bonne partie de son existence, le CCF a vu dans le parti communiste un rival majeur; banni par la Loi des mesures de guerre en 1940, ce dernier n'est réapparu plus tard sur l'échiquier électoral qu'en joueur mineur.

Durant la guerre, la vitalité du mouvement syndical a favorisé la création du Congrès du travail du Canada, en 1940. Le gouvernement libéral a été pour ainsi dire contraint d'adopter des pans entiers du programme économique du CCF, prônés aussi par la LSR, pour soutenir les efforts de guerre au pays: contrôle des salaires et des prix, nationalisation des industries, investissements ciblés et rationnement des crédits. Il en a résulté un plein emploi et une faible inflation qui ont fait disparaître les bas niveaux de production et le chômage engendrés par la crise de 1930. Les femmes sont alors entrées massivement sur le marché du travail.

La Deuxième Guerre mondiale a marqué un pic de popularité de la gauche canadienne. Au milieu des années 1940, les sondages d'opinion réalisés en Ontario démontraient que beaucoup de personnes étaient prêtes à voter pour le CCF dont les idées imprégnaient profondément la vie politique. En Saskatchewan, sous la direction de T. C. Douglas, le CCF gagnait les élections provinciales de 1944. Il assumait le pouvoir pour la seule fois de son existence et devenait le seul gouvernement au nord du Mexique à épouser des principes socialistes. Il est demeuré à la tête du pays jusqu'au début des années 1960.

La collaboration entre les intellectuels de la LSR et le CCF a grandement contribué au succès du programme de réformes d'avant et d'après-guerre. Leur collaboration a donné lieu à la création de la Banque du Canada, de la CBC/Société Radio-Canada, d'Air Canada, des Chemins de fer nationaux du Canada et à l'adoption de l'assurance-chômage, des allocations familiales, de l'assurance-maladie universelle et des pensions de vieillesse. Il s'agit-là d'initiatives issues des politiques du CCF, initialement pro-

posées par la LSR. En adoptant ces mesures, les libéraux et les conservateurs n'ont fait que céder à la pression de la gauche.

LA MARGINALISATION D'APRÈS-GUERRE

Après la guerre, le programme social du CCF a toujours fait l'objet de débats. Certains de ses éléments ont été adoptés jusqu'à la fin des années 1960. Le modèle économique de nationalisation et d'intervention de l'État a cependant été

L'auteur collabore au Centre on Global Political Economy à l'Université Simon Fraser et au Canadian Centre for Policy Alternatives, en Colombie-Britannique

L'élection sur le libre-échange de 1988 a vu naître une coalition nationale des mouvements sociaux, le Pro-Canada Network, invitant avec force les Canadiennes et Canadiens à s'opposer à ce traité commercial. Ce réseau établit un partenariat avec la Coalition québécoise contre le libre-échange, regroupant les centrales syndicales.

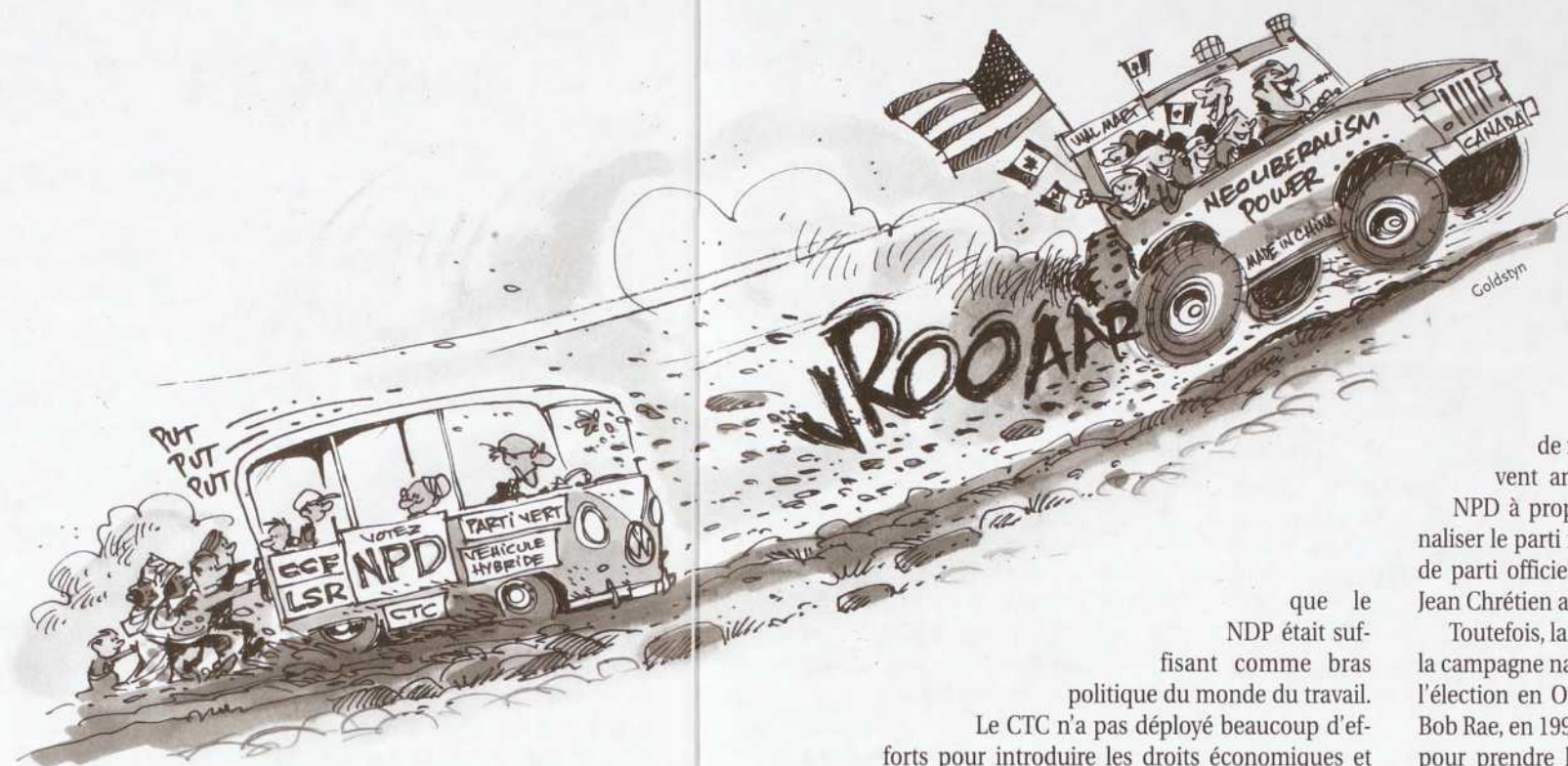
mis de côté. En effet, avec l'essor économique d'après-guerre et la croissance du revenu national, le message socialiste du CCF a été mis en veilleuse dans les politiques nationales. Les libéraux se sont départis des industries de guerre et n'ont plus fait du plein emploi une de leurs priorités politiques et économiques.

L'incapacité du CCF à dépasser ses origines populistes de l'Ouest et à rejoindre la minorité nationale du Québec ressemble beaucoup à l'incapacité des intellectuels anglophones à faire cause commune avec leurs vis-à-vis francophones. Seuls certains syndicats, certaines organisations non gouvernementales et certaines Églises pouvaient travailler dans les deux langues, dans le respect des différences régionales. La question nationale, qui a fait son apparition au Québec en 1960, a rallié la majorité des intellectuels de gauche du Canada anglais. Ces derniers se sont cependant retirés au moment critique, laissant l'initiative à Pierre Trudeau. Ils ont ainsi donné un appui tacite à une vision unitaire du Canada. Cela s'est produit malgré les efforts pour faire reconnaître le caractère national du Québec, comme le montre la transformation du CCF en Nouveau parti démocratique (NPD). Le parti se qualifiait désormais de « fédéral » et non plus de « national » et réclamait un statut particulier pour le Québec. Ces prises de position amenèrent deux intellectuels de haut calibre, Ramsey Cook et Eugene Forsey, à quitter le parti et à épouser la position constitutionnelle de Trudeau.

En 1968, quand le nouveau groupe d'intellectuels radicaux dirigé par Mel Watkins et James Laxer, le Waffle, a remis en question le caractère providentialiste du programme du NPD et a réclamé l'autodétermination du Québec, il s'est fait mettre dehors par les autorités du parti. En brisant la relation entre les penseurs indépendants et le parti, le NPD a fait le choix de se laisser décapiter.

À cette même époque, l'arrivée de Pierre Trudeau sur la scène politique a consolidé le NPD dans son statut de troisième parti. Au cours du gouvernement minoritaire de 1972-1974, il a pu favoriser la création de Pétro-Canada, l'adoption d'une politique nationale d'énergie et la fondation de l'Agence canadienne d'examen de l'investissement étranger. Toutefois, ces succès politiques tactiques ont probablement masqué l'incapacité du parti à se renouveler.

La forte inflation des prix des années 1970, avec un retour de la stagnation économique, a remis en question l'État-providence et le capitalisme à économie mixte de la période d'après-guerre. Depuis lors, le NPD a poursuivi sa lutte d'arrière-garde et, ironiquement, s'est présenté comme le champion de l'État-providence mis en place par



les libéraux. Pour promouvoir son programme social, le NPD et ses syndicats affiliés se sont alors mis à la remorque des libéraux de gauche du Québec, dont l'ex-ministre Monique Bégin.

LEADERSHIP DES MOUVEMENTS SOCIAUX

Les troubles sociaux et économiques de la fin des années 1970 et 1980 ont vu émerger de nouveaux mouvements sociaux et le retour de mouvements sociaux plus anciens. Pour la plupart, ces organisations de la société civile entretenaient des relations tendues avec le NPD qui se méfiait d'elles. Les libéraux voulaient renforcer ces groupes quand cela leur convenait. Gérard Pelletier, alors secrétaire d'État, avait établi des mécanismes de financement des acteurs de la société civile, tels que le National Action Committee on the Status of Women (NAC) qui compensaient la prédominance évidente des intérêts des entreprises dans la politique publique.

À partir de l'action des organisations de femmes qui voulaient introduire la clause d'égalité (section 15) dans la Charte des droits et des libertés, les mouvements sociaux ont établi des liens avec les intellectuels et ont eu recours à une recherche minutieuse ainsi qu'à des communications adaptées pour rejoindre l'opinion publique. Une fois la légitimité de ces mouvements sociaux reconnue par le public, les libéraux ont accepté à l'occasion de jouer leur rôle traditionnel de conciliateurs.

Le mouvement des travailleurs, quant à lui, était divisé : des syndicalistes sociaux voulaient travailler avec d'autres mouvements dans des coalitions régionales et nationales sur des enjeux particuliers; tandis que d'autres estimaient

que le NPD était suffisant comme bras politique du monde du travail.

Le CTC n'a pas déployé beaucoup d'efforts pour introduire les droits économiques et sociaux dans les débats entourant la Charte des droits. Le NPD était lui-même divisé sur la Charte, des parlementaires socialistes traditionnels s'en tenant au concept de la suprématie du parlement, même si la Charte a été mise de l'avant par son ancien président, Frank Scott, membre fondateur de la LSR, professeur de droit à McGill et ami personnel de Pierre Trudeau.

La grande récession de 1982 a conduit les libéraux à remettre en cause l'État-providence et les politiques économiques d'après-guerre. Trudeau a mis sur pied la commission McDonald sur l'économie, qui plus tard a remis son rapport aux conservateurs de Mulroney, élus avec une écrasante majorité lors de l'élection de 1984, après le départ de Trudeau. Le programme des grandes entreprises – libre-échange, privatisation et dérégulation –, défini par le Business Council on National Issues, a été adopté par le gouvernement Mulroney. C'est le plus grand défi auquel la gauche a été confrontée après la grande dépression.

L'élection sur le libre-échange de 1988 a vu naître une coalition nationale des mouvements sociaux, le Pro-Canada Network, invitant avec force les Canadiennes et Canadiens à s'opposer à ce traité commercial. Ce réseau établit un partenariat avec la Coalition québécoise contre le libre-échange, regroupant les centrales syndicales. Le NPD remporta alors le plus grand nombre de sièges de son histoire, mais les libéraux avaient pris le leadership politique dans la lutte au libre-échange. Ce qui devait faire la force du NPD est plutôt devenu son point faible; en effet, le parti chercha à remplacer les libéraux comme deuxième parti d'opposition plutôt que de s'attaquer au libre-échange.

Là où le NDP était fort (Colombie-Britannique, Saskatchewan et Manitoba), il a recueilli le vote contre le libre-échange, même si durant sa campagne nationale il avait essayé de ne pas aborder la question. La division soulevée entre les mouvements sociaux et le NPD à propos du libre-échange a contribué à marginaliser le parti fédéral qui n'a pas réussi à obtenir le statut de parti officiel après l'élection qui porta les libéraux de Jean Chrétien au pouvoir en 1993.

Toutefois, la force des mouvements sociaux, à la suite de la campagne nationale menée par Pro-Canada, a conduit à l'élection en Ontario d'un gouvernement NPD dirigé par Bob Rae, en 1990. Le parti provincial était alors mal préparé pour prendre le pouvoir et incapable de contrer les attaques massives des milieux d'affaires. Avec les attaques quotidiennes de tous les médias, dont aucun ne présenta le programme du NPD de façon juste et équilibrée, Rae a été incapable de trouver des appuis. Il a fini par abandonner ses propres politiques réformistes, comme le régime public d'assurance-auto. Il a bien essayé de « discipliner » les syndicats, mais il perdit alors ses propres supporters. C'est ce qui arrive aux partis de gauche qui abandonnent leurs appuis naturels pour rechercher – ce qui est toujours peine perdue – une légitimité auprès du monde des affaires.

Le NPD est revenu dans la lutte sur la scène fédérale lors de l'élection qui a donné une seconde majorité au gouvernement Chrétien. Dès lors, il est devenu un petit parti de protestation, présent en Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick et détenant quelques sièges dans l'Ouest. Il a conservé son statut précaire durant la troisième majorité d'affiliée des Libéraux de Chrétien. Avec le gouvernement minoritaire de Paul Martin (2004), le NPD était tout près de détenir la balance du pouvoir au Parlement. Son leader, Jack Layton – malgré le fait qu'il provienne de l'Ontario –, a toutefois fait face à de sérieux problèmes électoraux dans cette province devenue nouveau château fort libéral en remplacement du Québec.

FACE AU MONDE DES AFFAIRES

Les mouvements sociaux ont perdu beaucoup de leur force dans les années 1990, épuisés par des années de lutte acharnée contre le gouvernement Mulroney. L'opposition

Les mouvements sociaux ont perdu beaucoup de leur force dans les années 1990, épuisés par des années de lutte acharnée contre le gouvernement Mulroney.

effective aux politiques économiques est venue du Conseil des Canadiens et du Centre canadien pour des politiques alternatives. La majorité de la gauche universitaire restant enfermée dans ses activités académiques, le leadership est passé aux intellectuels engagés dans les mouvements sociaux et à un petit nombre d'universitaires fidèles.

En fin de compte, l'économie a rebondi sous le gouvernement libéral, grâce à la politique protectionniste de dévaluation du dollar, alors qu'il a maintenant adopté officiellement le libre-échange. Les libéraux ont retiré leur appui aux organisations de la société civile et ont refusé d'entrer sérieusement en dialogue avec le monde du travail, délaissant toute forme de partenariat. Privés de financement public, les leaders féministes ont vu leur visibilité considérablement diminuer. Les groupes de justice sociale des Églises ont été moins actifs. Des révélations de scandales sexuels touchant des Autochtones ont sérieusement nui à plusieurs congrégations religieuses et organisations d'Église. Les libéraux, rejetés par le Québec francophone, ont vu agoniser leur aile sociale. Les quelques libéraux sociaux hors Québec, Sheila Copps et

Lloyd Axworthy par exemple, restent alors isolés à l'intérieur du parti.

Durant la plus grande partie des années 1990, le mouvement syndical a été pris de court par la stagnation économique faisant suite au libre-échange et au manque d'argent. Avec le leadership le plus progressiste de l'histoire du CTC, et en dépit de l'absence de gains véritables, il a préparé le terrain pour une coopération internationale renouvelée et la reconstruction du mouvement social au pays.

La gauche politique du Canada réalise maintenant que la majorité des habitants du monde vivent sous des formes de tyrannie politique ou économique, et ses adeptes continuent de poursuivre l'idéal de libérer ces personnes victimes d'oppressions quotidiennes.

L'AVENIR

La social-démocratie est devenue le credo des syndicats et du NPD, comme le montre leur appui à l'État-providence. Le socialisme a été supplanté, victime des politiques de la guerre froide ainsi que d'autres facteurs. La tyrannie politique de Staline et de ses successeurs a fait que de nombreux intellectuels ont craint d'utiliser un langage assimilé aux enseignements marxistes-léninistes.

Même le marxisme vécu en Occident a fait l'objet de remises en question chez ceux qui ne voulaient pas être identifiés aux régimes politiques qui lui ont été associés.

La gauche politique du Canada réalise maintenant que la majorité des habitants du monde vivent sous des formes de tyrannie politique ou économique, et ses adeptes continuent de poursuivre l'idéal de libérer ces personnes victimes d'oppressions quotidiennes. Il n'est pas vrai que la tyrannie politique découle du marxisme ni que le capitalisme procède du libéralisme. La tyrannie et le capitalisme sont assez puissants pour fonctionner selon des démarches indépendantes et dans de multiples contextes. Si la démocratie demeure toujours l'objectif politique de la gauche canadienne, celle-ci doit définir son projet économique. Là où les sociaux-démocrates veulent faire du marché le serviteur des gens et non leur maître, ils ne doivent pas oublier qu'il y a, dans le capitalisme, plus que le marché. Débarassée de toute idéologie, l'économie, c'est d'abord des personnes qui travaillent ensemble pour répondre aux besoins des uns et des autres.

Dépasser la social-démocratie de l'État-providence constitue un défi pour le NPD qui, avec l'émergence du Parti Vert, n'a plus le monopole électoral dans le secteur de la politique partisane. Les syndicats se sont interrogés pour savoir si les relations établies entre les travailleurs et le parti ont servi les intérêts des syndicalistes, alors que leurs membres ne votent pas automatiquement pour le parti. Cet appui devant être conquis pour chaque membre.

Tout compte fait, la gauche ne peut pas lutter efficacement sans les intellectuels. Il serait sûrement plus approprié que, au lieu de se retirer de la société, les intellectuels exercent leur citoyenneté politique et s'engagent dans la construction de ce que Frank Scott a appelé la société juste. Et pourquoi pas dès maintenant? ●

Les enjeux spirituels et éthiques vous interpellent ?

Que vous soyez croyant ou non, notre Faculté vous ouvre ses portes.

Vous voulez approfondir une réflexion personnelle ou acquérir une compétence professionnelle ?

Nous vous offrons, sur le campus, hors campus et à distance, une vaste gamme de cours et de programmes en théologie, en sciences des religions et en éthique qui répondront à vos attentes.

Informez-vous dès maintenant !

(418) 656-3576
1 877 785-2825, poste 3576
ftsr@ftsr.ulaval.ca
www.ftsr.ulaval.ca



UNIVERSITÉ
LAVAL

Faculté de théologie
et de sciences religieuses

Visitez notre site : www.revuerelements.qc.ca

RELATIONS

RELATIONS

RELATIONS

RELATIONS



- Voyez le sommaire du numéro courant en page d'accueil.
- Inscrivez-vous à notre liste d'envois par courriel et recevez à l'avance la liste des articles et des auteurs à paraître dans le prochain numéro.
- Consultez nos archives et découvrez un sommaire détaillé des huit derniers numéros, une table des numéros précédents et une banque de 250 textes à imprimer, classés par thèmes.
- Voyez les détails entourant nos tables rondes organisées dans le prolongement de l'un ou l'autre des numéros de la revue.
- Cliquez sur @ et faites-nous part de vos commentaires!

Soirées Relations SUR DVD OU VHS

**Parution du 700^e numéro de Relations :
l'avenir de la revue au sein de
la société et de l'Église**
(26-05-2005)

**Écologie et capitalisme :
rupture ou adaptation?**
(21-03-2005)

**Pourquoi une charte mondiale
des femmes?**
(21-02-2005)

**La réforme de l'éducation :
pour qui, pour quoi?**
(17-01-2005)

**Le phénomène religieux au regard
de la presse écrite**
(18-10-2004)

L'altermondialisme en mouvement
(20-09-2004)

Le bouclier antimissile
(27-05-2004)

**Le pouvoir dans l'Église : au service
de la liberté ou de la soumission?**
(24-03-2004)

**La laïcité face au défi du pluralisme :
l'expérience québécoise**
(26-01-2004)

ACHAT : 27,00 \$ (FRAIS D'EXPÉDITION INCLUS)

LOCATION : (10 JOURS) 9,00 \$ PAR CASSETTE + FRAIS D'EXPÉDITION
TPS ET TVQ SONT COMPRIS DANS CES PRIX.

Pour obtenir ces cassettes, ainsi que la liste complète des soirées qui ont été enregistrées, s'adresser à Christiane Le Guen, au Centre justice et foi au (514) 387-2541 ou par courriel : cleguen@cjf.qc.ca

Voyage d'essoufflé

TEXTE ET ILLUSTRATION : PASCALE QUIVIGER

La rupture du sommeil se fait tout d'un coup ce matin, ce qui est contraire à son habitude. Il remonte comme par un ascenseur affolé, soudain parfaitement réveillé, dans quel lit? Ah oui. Montréal. Lundi. C'est l'appartement déserté d'une vague connaissance. Hmm... est-ce que j'y reste quelques jours ou est-ce que je repars tout de suite? La partie hivernale de son long voyage est la plus difficile. Pas de camping sauvage, pas de longs trekkings. Juste un peu de ski de fond, deux ou trois nuits dans les refuges, puis les trajets d'autobus en vue des villes, grandes ou petites. Le manque de poésie des autobus est tel qu'il frôle la poésie absolue, la poésie de la route et du mal des transports, du derrière ankylosé, des stations service et des sandwichs aux œufs. Poésie du tout pareil, rendue exponentielle par ces distances de fous, et tout entière issue de ce seul paradoxe: être nulle part tout en ne cessant de bouger.

C'est parfait pour lui: son esprit a besoin d'être nulle part, son corps a besoin de bouger. Dernièrement, il n'a trouvé de confort que dans le voyage, un certain type de voyage: voyage d'essoufflé, voyage dont les trajets hasardeux et multiples ne s'arrêtent qu'à d'évanescentes destinations. Du genre: Montréal? Ben... pourquoi pas. Il paraît qu'il y a un grand jardin botanique. Rimouski? OK. Un lieu qui contient le mot «ski» ne peut pas me décevoir. Kamouraska? Fin fond des creux, mais ça sonne bien. Un lieu qui contient le mot «amour» ne peut pas me décevoir. À la fin, tout de même, il est toujours un peu déçu, mais ce n'est ni à cause des skis ni à cause de l'amour: il est déçu d'être arrivé. Il ne sent de soulagement que dans l'aller-très-loin, le courir-après, le partir-d'ici. Moteur d'un espoir déraisonnable: Montréal, jusqu'à ce qu'on se casse la gueule dans les escaliers extérieurs, demeure potentiellement un immense jardin botanique où les gens circulent à bicyclette sous un ciel de papillons libres et de lanternes chinoises, où les transports en commun sont des tandems et des traînes sauvages, ou «bien-être social» est une description adéquate de la situation collective et «priorité de virage à gauche» une réaffirmation ponctuelle de principes d'équité. Tant qu'il voyage, il arrive à rêver. Dans les sillons de la piste de ski, dans l'épuisante ascension des Appalaches, sur le dernier banc de l'autobus nocturne. Mais arriver quelque part est une tout autre histoire. Arriver exige de lui qu'il regarde la réalité en face: Montréal juste avant que le camion de vidanges ne passe, par exemple, ou l'épicerie des pauvres, souvent si riche en graisses.



Le problème n'est pas celui de Montréal en particulier, ni de la réalité elle-même. Le problème, il est à l'intérieur de lui, le voyageur.

Le problème c'est son manque d'anticorps. Les enfants s'étonnent naturellement de la violence, de l'injustice, des abus de pouvoir, et on croit bon de leur enseigner à cesser de s'étonner. Au mieux, on leur dit qu'il y a peut-être quelque chose à faire et qu'ils pourront décider quand ils seront grands. En général, on se contente de leur confirmer que c'est bien dommage, en effet. Au pire, on ne se rend pas compte de leur étonnement. Ou alors, on prône soi-même la violence, l'injustice, les abus de pouvoir. Les enfants s'adaptent, bien sûr, puisque c'est leur métier. Le problème du voyageur, c'est qu'il a échoué à s'adapter. La conséquence, c'est qu'il souffre dès qu'il commence à voir. Sa réaction, c'est de s'acheminer, un verbe qu'il s'obstine à rendre intransitif.

Le voyageur n'est pas un faible, puisqu'il persiste à voir, mais il n'est pas non plus un héros. S'il avait du courage, il arriverait à bouger à même le réel et cela ferait bouger le réel. Mais ils sont très peu nombreux ceux-là, ils sont rares : ceux qui voient et qui restent pourtant et qui pourtant se déplacent en fonction de l'espoir. Ceux qui transforment.

Le réveil est étonnamment brutal ce matin. Il ne se souvient même pas du rêve duquel il émerge. Ah oui. Montréal. Il y a un *delicatessen* proche de la station de métro, il l'a remarqué hier soir. Il remarque toujours les *delicatessen*, surtout ceux qui affichent « spécialité : mets canadiens, chinois, italiens ». Ce sont les lieux d'immobilité les plus proches du mouvement. Les banquettes fixes les plus proches d'un nulle part. Il digère toujours mieux quand il a mangé dans un *delicatessen*. Pourquoi ne pas y déjeuner ce matin?

Il s'extirpe de son sac de couchage. Même le ciel s'achemine, comme c'est beau la neige, comme c'est réconciliant. En tournant le coin de la rue, il voit l'autobus arriver. Il ignore où est l'arrêt, mais il court, au cas où, le trottoir est glissant et ça le fait rire. L'autobus le dépasse, s'arrête, l'attend. Il paie son dernier voyage en petite monnaie. ●



Voyage d'essoufflé,
acrylique et encre sur carton,
21,8 cm X 5,8 cm, 2005



FILM

LA NEUVAINNE

SCÉNARIO ET RÉALISATION : BERNARD ÉMOND
 PRODUCTION : BERNADETTE PAYEUR, ACPAV
 AVEC ÉLISE GUILBAULT ET PATRICK DROLET
 COULEUR, 97 MIN.

Ce n'est pas l'habitude de *Relations* de recenser un film qui vient de sortir sur grand écran, surtout après avoir reçu des prix lors d'un grand festival, ici celui de Locarno en Suisse. Mais une fois n'est pas coutume. La découverte de *La Neuvaïne* fut un véritable coup de cœur que nous voulons partager avec nos lecteurs et lectrices.



Bernard Émond, documentariste, cinéaste de la perte et de la mémoire, est arrivé à la fiction avec un long métrage d'une âpre beauté, *La Femme qui boit*. Invité à participer à la Semaine internationale de la critique au festival de Cannes, en 2001, le film a soulevé l'enthousiasme de la critique au Québec et l'auteur a reçu le prix Radio-Canada du meilleur premier scénario de long métrage de fiction. Le film a mérité plusieurs prix à son interprète principale, Élise Guilbault. Bernard Émond a réalisé ensuite *20 h 17 rue Darling*, présenté lui aussi à la semaine internationale de la critique du Festival de Cannes 2003, et qui a valu à Luc Picard le prix de la meilleure interprétation masculine au Festival du film francophone de Namur.

Le sujet de *La Neuvaïne* est grave et son traitement austère. L'œuvre invite



à une attention soutenue si nous ne voulons pas désertier les questions cruciales dans lesquelles elle nous plonge. Rien de moins qu'une interrogation radicale sur le sens de la vie, de la souffrance et de la mort. Une approche philosophique en un sens, mais arrimée au concret de l'existence. Pas de réponses toutes faites; plutôt une quête ou une avancée. Place est laissée au creux et au vide. Deux regards se croisent, ponctués de nombreux silences: celui du croyant, pourtant malmené dans l'existence mais comme simplifié par la vie; et celui de l'agnostique qui ne peut se défaire de sa culpabilité et de son angoisse. La vie a-t-elle un sens? Si oui, lequel? Si non, pourquoi continuer à vivre?

est personnelle, existentielle; elle tient parfois à un fil, à une rencontre, à une parole qui touche le cœur, à un geste d'autrui envers nous. Elle s'enracine parfois dans la foi, comme un don offert mais sur lequel il est impossible de mettre la main au risque de la perdre ou de l'étouffer. Elle affleure aussi dans la contemplation de la beauté de la nature, sauvage et mystérieuse.

Le jeu des personnages est magnifique. Leurs visages occupent tout l'écran, livrés au regard d'autrui dans leur nudité et leur fragilité. Nimbés de pénombre ou de lumière. Ils expriment toujours une certaine dignité et de la retenue. Pas de voyeurisme. Atmosphère juste qui respecte la liberté de chacun, dans le respect mutuel. Chose

La Neuvaïne

Comment surmonter le désespoir, les événements si douloureux, quasiment insurmontables, qui vous écorchent à jamais?

Ce sont des questions que tout être humain se pose un jour ou l'autre parce que la vie l'y accule. La réponse

rare dans les films québécois: pour une fois, la figure du prêtre apparaît sous son jour lumineux, vêtu d'une aube blanche, prêt à bénir ceux et celles qui le lui demandent. Une réelle affection s'exprime. Se pourrait-il que l'époque du ressentiment envers l'Église et les choses de la foi soit derrière nous? En tout cas, une aube nouvelle se lève.



ANNE-MARIE
 AITKEN



SITES INTERNET

REGARDS ET NOUVELLES AUTOCHTONES

www.tshinanu.tv
www.aborinews.com

Tshinanu.tv fait écho à un magazine télévisuel du même nom diffusé sur une chaîne spécialisée. Ce tout récent site permet d'apprécier différents aspects de la vie et de la culture des Premières nations aujourd'hui et les grands enjeux sociaux auxquels elles sont confrontées. Les vingt-cinq thèmes qui y sont abordés avec intelligence et à-propos sont autant de portes d'entrée dans ce questionnement. Ils consistent en un assemblage de ré-

danse et les rituels. Sur le suicide, on lira, par exemple, des témoignages poignants de survivants. Sur la cuisine, par ailleurs – et dans un tout autre registre d'émotion, il va de soi –, on s'initiera à des recettes comme la banique, sorte de pain, ou divers ragoûts de viandes sauvages – caribou, ours, castor, rat musqué, phoque...



Koey Koey Ataro,
Me'taleyn, Tansi, Auneen, Selon, Kwey, Boojhoo, Oki, Welcome, Bonjour.

Accompagnant chaque thème, une liste de ressources disponibles est offerte, permettant d'en savoir plus, de prolonger la réflexion, de s'engager davantage ou de demander simplement des services.

Les nombreux témoignages qu'on peut y lire dégagent une impression d'air frais, agréable, apaisant, qui nous libère un instant de l'étroitesse pesante de notre regard sur le monde auquel nous contraignent trop souvent les œillères de la logique marchande qui domine la société actuelle. Mais il nous fait aussi peser la dose d'isolement et de mal-être que vivent certains dans leur communauté. À cet égard, ce site est un espace de dialogue et de débats dont il

faut saluer l'apparition. Il est ouvert particulièrement aux peuples autochtones eux-mêmes, afin que circule entre eux la parole sur les grandes questions de sens et de société – tshinanu signifie « nous ensemble » en innu. Cet espace l'est aussi à tous ceux et celles qui, s'intéressant à ce qu'ils

vivent, souffrent, créent et aspirent, cherchent à construire une commune humanité où leur héritage, relu et réinterprété, enrichit le vivre ensemble plutôt qu'il ne le divise.

AboriNews est certainement aussi un des sites qu'il faut visiter pour qui veut être au fait de l'actualité politique et des grands enjeux sociaux touchant les peuples autochtones, d'ici et d'ailleurs, des Amériques à l'Océanie. La déforestation y est un thème récurrent et inquiétant. Source précieuse de renseignements, ce bulletin de nouvelles, hebdomadaire et bilingue, compile les nouvelles, les dossiers, les avis traités dans les médias francophones et an-

glophones. On peut s'inscrire sur une liste d'envoi pour le recevoir à chaque semaine dans sa boîte de courrier électronique.

JEAN-CLAUDE RAVET

AboriNews.com



flexions audio et de textes, de photos et de vidéos qui incitent les visiteurs à interagir par le biais de commentaires, réactions, questions et témoignages. Ces thèmes vont du rire au suicide, de la cuisine au sport, du développement économique à la vieillesse, de la santé à la politique, de l'exil à la musique, la



L'ESSENTIEL DE LA SIMPLICITÉ VOLONTAIRE

Dominique Boisvert
**L'ABC DE LA SIMPLICITÉ
VOLONTAIRE**

Montréal, Écosociété, 2005, 158 p.

Face aux abus de la société de consommation et au dérapage d'une certaine mondialisation, le mouvement dit de la simplicité volontaire prend de l'aplomb. Dominique Boisvert, militant engagé dans d'innombrables combats sociaux et membre fondateur du Réseau québécois pour la simplicité volontaire (RQSV), nous propose ici un survol de ce qu'est la simplicité volontaire, de son histoire, de ceux et celles qui la pratiquent, etc. Sur environ 90 pages distribuées en 20 chapitres, il dit l'essentiel. En

dire autant en si peu d'espace est un tour de force, relevé avec clarté et brio. C'est simple, clair et mobilisateur.

Dominique Boisvert est convaincu et cherche à convaincre avec un minimum de moyens. *L'ABC de la simplicité volontaire* n'est pas à proprement parler un abécédaire mais le chapitre VII (p. 37-48) l'est, avec bonheur. Belles petites sections sur l'argent, le temps et l'environnement. Le chapitre XIV « oui, mais... Réponses à des objections courantes » ressemble aux *vade-mecum* qu'on remet parfois à des politiciens en campagne électorale ou référendaire! Le chapitre XVIII aborde la question cruciale du courant social ou du mouvement social. L'auteur opte carrément pour la seconde option, qui est le but du RQSV. Un bon chapitre XIX sur les expériences ailleurs dans le monde.



À signaler enfin la deuxième section du volume indiquant les ressources disponibles: livres, sites Internet, mouvements et organisations et faisant des suggestions de mise en œuvre.

Un livre comme celui-là ne peut pas traiter la question en profondeur. En son genre, le volume est une réussite. Les questions qui subsistent en moi ne visent pas le volume mais le fond de la question de la simplicité volontaire elle-même et du mouvement social qu'elle voudrait incarner.

Dans toute société d'abondance, il y a une protestation en faveur de l'être contre l'avoir. On le voit chez les prophètes en Israël quand la société s'enrichit, en Grèce puis dans l'empire romain avec le stoïcisme et les courants ascétiques, au Moyen Âge avec les ordres mendiants (et le béguinage en Belgique). Il faudrait sur ce point des études historiques approfondies. L'auteur ne fait aucune allusion au mouvement coopératif qui s'est affronté au capitalisme naissant au XIX^e siècle. Qu'est-ce qui fait l'originalité de la simplicité volontaire? L'opportunité de travailler moins en consommant peu? C'est à la fois du bon sens et une opportunité offerte par une société où l'abondance est démocratisée, dans le premier monde, bien sûr. La question cruciale à mes yeux de la pratique de la simplicité volontaire en famille est peu abordée. Qu'on la pratique à 40 ou 50 ans parce qu'on fait un *burn out*, ça va de soi. Mais dans une société où le marché est axé sur les enfants et à un âge où la pression des pairs semble très lourde et souvent méchante, l'enfant de la simplicité volontaire peut-il survivre? La réponse des pages 81 et 82 est insuffisante.

Enfin, le passage du courant social au mouvement social pose le problème de son organisation, de sa structuration et de la construction d'un appareil, d'une part, et la question du passage au politique, d'autre part. Je crois beaucoup au courant social et à son influence à long terme

sur la politique. Mais en faire directement un mouvement social me semble illusoire car on passe du simple au complexe et du volontaire à l'obligé: on ne peut faire d'une société un monastère. Sur ce point, le débat est ouvert.

ANDRÉ BEAUCHAMP

STRATÉGIE POLITIQUE

Sébastien Fath
**DIEU BÉNISSE L'AMÉRIQUE:
LA RELIGION DE LA MAISON
BLANCHE**

Paris, Seuil, 2004, 244 p.

Politique et religion font-ils bon ménage? Cette question a de quoi surprendre. Dans la plupart des sociétés occidentales, la séparation du pouvoir temporel du pouvoir spirituel est un principe qui fait l'objet d'un large consensus. Depuis plus de deux siècles, la laïcité et la sécularisation ont progressivement marginalisé le fait religieux. La pratique religieuse est devenue, par la force des choses, une affaire strictement privée.

Les États-Unis incarnent une exception à cette tendance. Comme le rappelle Sébastien Fath, la vie politique américaine est marquée par une référence constante au spirituel. La classe politique, et surtout le président, sont les titulaires d'une obligation morale. Mis à part ses responsabilités constitutionnelles, le président est porteur d'une autorité morale qui dépasse le cadre strictement politique. Cette dimension du pouvoir présidentiel illustre une exception américaine: il n'existe pas, en Amérique, de démarcation stricte entre le temporel et le spirituel.

Cette réalité demeure paradoxale à plus d'un titre. Les premières colonies

avaient été établies par les membres de sectes protestantes qui fuyaient l'intolérance et la répression qui sévissaient dans l'Ancien Monde. Ils imposèrent le principe laïque au niveau politique, ce qui devait éviter une répétition des abus dont ils avaient été les victimes. Aujourd'hui, la société américaine est caractérisée par une sécularisation poussée, un phénomène qu'on identifie souvent à la modernité elle-même.

Ces considérations historiques et contemporaines ne suffisent pas à expliquer la complexité de la civilisation américaine. S'il est vrai que la laïcité trouve son origine dans une volonté de garantir la liberté religieuse, il n'en demeure que la religion ne fut jamais évacuée de la sphère publique. En effet, des thématiques religieuses ont toujours marqué les discours de la vie politique américaine. Au cours du XIX^e siècle, par exemple, partisans et opposants de l'esclavage justifiaient leurs positions respectives en se référant à la Bible. La sécularisation a eu, quant à elle, un impact ambigu sur la société, la culture et la politique. Durant les années 1960-70, l'évolution des mœurs a provoqué une réaction de ceux qui craignaient la déchéance des valeurs traditionnelles.

La révolte de certains milieux protestants mènera à l'émergence de la *Christian Right*. Œuvrant au sein du Parti républicain, cette droite religieuse cherchera à contrecarrer une sécularisation qui est synonyme, à ses yeux, du laxisme moral et de la décadence nationale. L'actuel président américain, George W. Bush, représente, dans une large mesure, la montée en puissance de cette mouvance politico-religieuse. Tout au long de sa carrière politique, il a rappelé l'importance de sa foi religieuse, des témoignages qui lui ont valu l'appui des milieux évangélistes.

Doit-on conclure que l'Amérique est en passe de devenir une théocratie? L'auteur n'en est pas convaincu. Sans remettre en doute la foi du président, il considère que le discours et les initia-

tives de l'administration Bush illustrent la diversité idéologique du gouvernement américain. En effet, l'on peut penser que ce sont surtout les néoconservateurs qui jouissent actuellement de la plus grande influence. La rhétorique religieuse du président ne serait, finalement, qu'une stratégie politique visant à rassembler la droite religieuse sous son enseigne. Pour Sébastien Fath, l'émergence de la droite religieuse ne serait que l'ultime avatar de milieux dépassés par la modernisation et la sécularisation. Nous assistons, au bout du compte, à l'ultime sursaut d'un milieu condamné à un déclin inexorable.

ÉRIC JABBARI

UNE FOI RISQUÉE

Henri Madelin s.j.
SI TU CROIS.
L'ORIGINALITÉ CHRÉTIENNE
 Paris, Bayard, 2004, 188 p.

Le jésuite français Henri Madelin a publié, en 2004, un livre pour le moins déroutant. Dans *Si tu crois*, l'enseignant chevronné de l'Institut d'études politiques de Paris - Sciences Po, écrit-il -, qui a habitué son public à des bouquins sur le christianisme social et les idéologies politiques, tient ici des propos sur la foi, « une aventure personnelle dans un monde parfois hostile, souvent saturé d'incompréhensions à son égard, plus généralement indifférent ».

L'ex-provincial des Jésuites de France examine, à grands traits, les confrontations entre la croyance et les acquis des cultures contemporaines. Une société où règne la science et la raison. Un monde où on tue au nom même de Dieu. Et au lendemain d'un siècle qui « a engendré deux guerres mondiales et Auschwitz ».

Un livre déroutant aussi parce qu'il emprunte diverses avenues pour raconter les risques de la foi : un chapitre traite de l'expérience du désert et de la solitude qu'éprouve aujourd'hui le chrétien; un autre montre les hésitations actuelles des historiens et des sociologues qui annonçaient, il y a peu, la mort de Dieu; un autre encore reconnaît les progrès techniques tout en soulignant la difficulté des scientifiques à qualifier le quantitatif, à donner un sens à la vie dans cet univers que l'on comprend toujours davantage. Enfin, dans le dernier chapitre, le lecteur retrouve avec plaisir les grands thèmes souvent abordés - ici avec une passion contagieuse et un sens de la formule-choc - par l'ex-rédacteur en chef de la revue jésuite *Études*, comme les conflits au Proche-Orient, les fondamentalismes et la mondialisation.

Déroutant encore par les différents personnages, témoins et acteurs qui viennent appuyer ou contredire les thèses de l'auteur. Mère Teresa et ses doutes, Max Weber et le désenchantement du monde, Nicodème et son attente du Royaume, George W. Bush et l'axe du mal, le pape Jean-Paul II et son refus obstiné du recours à la guerre : tous entrent en scène, en fonction des thèmes des chapitres et viennent confronter, à leur manière, la foi chrétienne d'aujourd'hui. Quant à Teilhard de Chardin, cet « aventurier de l'esprit », il intervient à différents endroits dans les pages de ce bouquin.

Nommé directeur du Centre Sèvres, lieu de formation des étudiants jésuites, puis engagé, en 1991, comme conseiller spirituel du Mouvement chrétien des cadres et dirigeants, Henri Madelin a pu lier, sa vie durant, une réflexion intellectuelle à un travail d'animation auprès de gens confrontés à des problèmes exigeants de sens. Des jeunes et des professionnels qui ten-





tent de nommer leur foi dans les enjeux économiques et sociaux contemporains. Une démarche difficile qui n'a rien à voir avec « une morale de western, où le bien et le mal sont en opposition radicale ». Plutôt une foi risquée, qui hésite, cherche et ne trouve pas toujours toutes les réponses. Là encore, un chemin sinueux, une déroutante, plutôt qu'un tracé droit et tranquille.

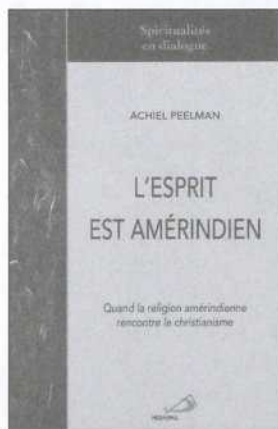
« Croire, confie Henri Madelin, c'est lire les Écritures et les interroger. En ricochet, ce sont elles qui lisent et interpellent le croyant dans sa propre vie. La sainteté d'une vie, c'est une écriture sainte qui continue de s'écrire au fil des jours. »

FRANÇOIS GLOUTNAY

LA MISSION À L'ENVERS

Achiel Peelman
**L'ESPRIT EST AMÉRINDIEN.
 QUAND LA RELIGION
 AMÉRINDIENNE RENCONTRE
 LE CHRISTIANISME**
 Montréal/Paris, Médiaspaul,
 2004, 157 p.

Lorsque l'on parle de dialogue interreligieux, il nous vient à l'esprit des discussions théologiques, sous l'influence de Vatican II, entre catholiques et bouddhistes ou juifs ou encore hindouistes. Plus récemment, la rencontre d'Assise, en 1986, initiée par Jean-Paul II, fut une rencontre de prière avec des représentants de diverses religions. Pour le pape, toute prière authentique était le fruit de l'Esprit. Nous oublions trop souvent qu'à Assise il y avait des Amérindiens.



Achiel Peelman, oblat d'origine flamande et professeur de théologie à l'Université Saint-Paul, a fait du dialogue interreligieux avec les religions amérindiennes une de ses spécialités. Il a amorcé, en 1982, une démarche collective d'apprentissage des religions akhishnabe et crie. Quarante-cinq personnes, dont des prêtres catholiques, entre 1983 et 1987, ont expérimenté ce qu'ils ont appelé la « mission à l'envers ».

Pour l'auteur, il est indéniable que le mouvement de renaissance culturelle des Premières nations du Canada constitue un signe des temps. L'initiation aux religions amérindiennes passe inévitablement par l'expérience puisqu'il n'y a pas de corpus écrit. Peelman nous décrit deux rituels qu'il a expérimentés avec son groupe, soit la quête de vision et la loge de sudation. La première consiste à se retirer en forêt pour jeûner quatre nuits et trois jours en restant éveillé pendant les nuits. Le jeûne est total: sans même boire d'eau. « L'homme-médecine », le sage amérindien, vient rencontrer régulièrement l'exercitant qui est à l'affût d'une révélation personnelle pouvant fonder sa vie. Pour les Amérindiens, l'être humain est fondamentalement ce qu'il imagine pouvoir être. Cette expérience se termine par un bain de vapeur on l'on casse le jeûne en s'abreuvant d'eau de source. On revêt ensuite des vêtements neufs pour participer à un banquet. Peelman a fait cette expérience quatre fois. Il y voit une ouverture au mystère pascal du Christ.

L'autre rituel, la loge de sudation, se passe dans un abri fait de branches où on dispose des roches chauffées par un feu. On les arrose pour produire de la vapeur. On invoque les esprits des quatre directions: l'Est, le Sud, l'Ouest et le Nord. « L'accès à l'univers spirituel des Amérindiens demeure très difficile pour les non-autochtones qui, très souvent, ne partagent pas les mêmes modes d'apprentissage (rêves, visions)

ou le même type de connaissances (expériences mystiques). »

Ses expériences profondes avec les religions amérindiennes amènent l'auteur à utiliser l'expression « dialogue intrareligieux » qui consiste à apprendre de l'intérieur pour voir comment l'Esprit s'y manifeste, dans une tension dynamique qui évite le syncrétisme. Ce dialogue intrareligieux est pour lui le « véritable fondement de toute autre forme de dialogue interreligieux ». L'auteur remarque que la spiritualité amérindienne peut contribuer au développement de deux points importants de la théologie chrétienne contemporaine: soit d'abord, une théologie chrétienne des religions qui valorise la mission universelle de l'Esprit; puis, en second lieu, le développement d'une écothéologie chrétienne à partir d'une conception organique du cosmos. J'aurais aimé que l'auteur développe davantage ces deux points. Néanmoins, le livre de Peelman est un heureux mélange d'expérience et de réflexion, à l'image sans doute de l'homme, universitaire et « coureur des bois ».

Cette expérience canadienne de dialogue interreligieux n'est pas sans embûches. Plusieurs Amérindiens sont méfiants ou même hostiles à ce mouvement catholique de mission à l'envers. Il s'agit en effet d'un virage à 180 degrés par rapport au catholicisme dominant préconciliaire qui souhaitait la disparition des religions amérindiennes. « Le dialogue amérindien-chrétien doit faire face au défi incontournable de la réconciliation entre les Églises chrétiennes, la société nord-américaine et les Premières nations. » Souhaitons que les démarches juridiques entourant l'expérience douloureuse des écoles résidentielles aboutiront à une authentique réconciliation.

BERNARD HUDON

Prochain numéro

Le numéro de décembre de la revue *Relations* sera disponible en kiosques et librairies dès la première semaine de décembre. Il comprendra notamment :

- un dossier sur la liberté : concept malmené – on n'a qu'à penser à l'utilisation qu'en fait l'administration américaine –, la liberté n'en demeure pas moins centrale pour une compréhension du politique et de notre rapport au monde. Dans quel état se trouvent nos libertés aujourd'hui? Comment penser la liberté au cœur de notre condition contemporaine? Le christianisme a-t-il encore quelque chose d'originale à dire sur cet enjeu?
- une controverse sur le patrimoine religieux;
- une analyse de la situation en Mongolie;
- un regard sur le dialogue entre science et foi;
- la suite de la chronique littéraire de Pascale Quiviger;
- les œuvres de notre artiste invité, Ralph Hage.



Ralph Hage, *Autoportrait en tant que dislocation*, 2004, 24 X 22 7/16

Recevez par courriel, peu avant sa parution, le sommaire détaillé du numéro en vous inscrivant sur la liste d'envoi. Pour ce faire, écrivez votre adresse au lieu indiqué sur la page d'accueil de notre site Internet : www.revuerelements.qc.ca

Relations

société politique religion

8 NUMÉROS PAR ANNÉE, 44 PAGES
4,95 \$ PLUS TAXES

ABONNEZ-VOUS...

Un an : 35 \$ Deux ans : 65 \$
À l'étranger (un an) : 45 \$
Étudiant : 25 \$ (sur justificatif)
Abonnement de soutien : 100 \$

par téléphone : (514) 387-2541
par télécopieur : (514) 387-0206
par courriel : relations@cjf.qc.ca
par la poste :

Relations
Ginette Thibault
25, rue Jarry Ouest
Montréal (Québec)
H2P 1S6

Oui, je désire un abonnement de _____ an(s), au montant de _____ \$

NOM _____

ADRESSE _____

VILLE _____

CODE POSTAL _____ TÉLÉPHONE (_____) _____

Je désire également envoyer un abonnement de _____ an(s), au montant de _____ \$
à la personne suivante :

NOM _____

ADRESSE _____

VILLE _____

CODE POSTAL _____ TÉLÉPHONE (_____) _____

Montant total : _____ \$ Je paie par chèque (à l'ordre de *Relations*)
ou par Visa

NUMÉRO DE LA CARTE _____

EXPIRATION _____ SIGNATURE _____

**100 % DE NOS LECTEURS
SAVENT LIRE.**



◆ On n'est jamais trop curieux ◆